



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/1999/38/Add.1  
17 mai 1999

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-cinquième session  
Point 9 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME  
ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES,  
OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Situation des droits de l'homme au Soudan

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 3	3
II. OBLIGATIONS QUI INCOMBENT AU GOUVERNEMENT SOUDANAIS EN VERTU DU DROIT INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE .	4 - 8	3
III. CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL DANS LEQUEL LA MISSION A EU LIEU . . . . .	9 - 16	4
A. La nouvelle Constitution et la loi sur les partis politiques . . . . .	9	4
B. Le processus de paix . . . . .	10 - 13	4
C. La crise humanitaire . . . . .	14	5
D. La situation économique et sociale . . . . .	15	5
E. La complexité de l'environnement international	16	6

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
IV. PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE LA MISSION . . . . .	17 - 21	6
V. PRINCIPALES QUESTIONS EXAMINÉES AU COURS DE LA MISSION	22 - 151	7
A. Constitution/transition vers la démocratie .	22 - 40	7
B. Respect des droits de l'homme et du droit humanitaire pendant le conflit . . . . .	41 - 89	12
C. Droits de la femme . . . . .	90 - 96	24
D. Droits de l'enfant . . . . .	97 - 107	25
E. Autres cas signalés de violation des droits de l'homme . . . . .	108 - 151	27
VI. CONCLUSIONS . . . . .	152 - 170	37
A. Conclusions relatives à la Constitution et à la transition vers la démocratie . . . . .	154 - 158	37
B. Respect des droits de l'homme et du droit humanitaire dans le conflit . . . . .	159 - 162	38
C. Situation des droits de l'homme en général .	163	40
D. Esclavage . . . . .	164	41
E. Présence sur le terrain . . . . .	168 - 170	41
VII. RECOMMANDATIONS . . . . .	171 - 178	42
A. Constitution et transition vers la démocratie	172 - 173	42
B. Respect des droits de l'homme et du droit humanitaire au cours du conflit armé . . . .	174 - 175	43
C. Prévention de la torture . . . . .	176 - 177	45
D. Présence sur le terrain en matière de droits de l'homme . . . . .	178	46

## I. INTRODUCTION

1. Le 2 janvier 1999, le Ministère des relations extérieures du Gouvernement soudanais a adressé au Rapporteur spécial une lettre l'invitant à se rendre au Soudan, exprimant la ferme volonté de lui apporter une aide et une coopération constructives pendant sa mission ainsi que la conviction que, en se fondant sur la transparence, l'objectivité et la neutralité, le Gouvernement soudanais et le Rapporteur spécial accompliraient les tâches fixées par la Commission des droits de l'homme. Dans sa réponse datée du 27 janvier, le Rapporteur spécial a confirmé son intention de se rendre au Soudan et a proposé que la mission ait les objectifs ci-après : i) examiner avec les autorités la nouvelle Constitution et toute nouvelle loi adoptée; ii) étudier de près les causes et les implications de la crise humanitaire grave qui sévit en particulier dans la partie méridionale de la République du Soudan; iii) évaluer avec les autorités les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des dispositions de la résolution 1998/67 de la Commission des droits de l'homme.

2. La visite, qui devait commencer le 2 février 1999, a dû être reportée en raison de problèmes techniques et de problèmes liés à la délivrance de visas au fonctionnaire de l'ONU qui devait accompagner le Rapporteur spécial. Elle a finalement eu lieu du 13 au 24 février 1999. Le Rapporteur spécial a terminé sa mission par une brève visite au Kenya.

3. Le Rapporteur spécial se félicite de l'excellente coopération dont il a bénéficié de la part du Gouvernement soudanais tout au cours de sa visite. Il désire en particulier remercier les autorités d'avoir facilité son passage dans les territoires aux mains des rebelles dans le sud et l'avoir autorisé à voir des détenus et à visiter des lieux de détention. Il adresse en particulier ses remerciements au Rapporteur du Conseil consultatif pour les droits de l'homme, qui a contribué pour beaucoup à l'organisation du programme de la mission, ainsi qu'au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et à l'Opération Survie au Soudan, au Soudan comme au Kenya.

## II. OBLIGATIONS QUI INCOMBENT AU GOUVERNEMENT SOUDANAIS EN VERTU DU DROIT INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

4. En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, le Soudan est lié par la Charte des Nations Unies. En outre, il est tenu de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales de toutes les personnes qui vivent sur son territoire, ainsi qu'il est énoncé, entre autres, dans les instruments ci-après auxquels le Soudan est devenu partie : le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; la Convention relative aux droits de l'enfant; la Convention relative à l'esclavage, telle qu'elle a été modifiée; la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage; la Convention relative au statut des réfugiés et le Protocole relatif au statut des réfugiés.

5. En tant que membre de l'Organisation internationale du Travail, le Soudan a ratifié les conventions concernant le travail forcé ou obligatoire (No 29), l'abolition du travail forcé (No 105), l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (No 98), la politique de l'emploi (No 122) et la discrimination en matière d'emploi et de profession (No 111).

6. Le 23 septembre 1957, le Soudan est devenu partie aux quatre Conventions de Genève de 1949, qui énoncent les règles humanitaires en période de conflits armés.

7. En outre, il convient de noter que le Soudan a signé la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Bien que la signature n'ait pas encore été suivie par la ratification, le Soudan a, en signant, fait preuve de son intention d'accepter les obligations qui incombent en vertu de cet instrument et, selon le droit international coutumier, tel qu'il est reflété dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, il est tenu de ne rien faire qui serait contraire aux buts et à l'objectif de la Convention contre la torture en attendant une décision sur la ratification.

8. En plus des obligations qui découlent du droit international conventionnel, le Soudan est aussi tenu de respecter les normes du droit international coutumier.

### III. CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIAL DANS LEQUEL LA MISSION A EU LIEU

#### A. La nouvelle Constitution et la loi sur les partis politiques

9. Depuis la dernière session de la Commission des droits de l'homme, des changements importants ont eu lieu au Soudan en ce qui concerne les droits civils et politiques. En avril 1998, l'Assemblée nationale a adopté une nouvelle Constitution ultérieurement approuvée dans le cadre d'un référendum national. Cette nouvelle Constitution contient une déclaration des droits, qui assure une plus grande protection des droits fondamentaux des citoyens soudanais. En outre, en janvier 1999, une nouvelle loi sur les partis politiques - autorisant la formation de partis politiques - a été adoptée. Au cours de sa mission, il a été porté à la connaissance du Rapporteur spécial que plus de 30 partis avaient été enregistrés et pourraient participer aux prochaines élections. Il convient cependant de noter que les partis traditionnels du nord du Soudan, en particulier le parti Umma et le Parti unioniste démocratique (DUP) n'ont pas demandé à être enregistrés et que le Parti communiste n'a pas été autorisé à demander à être enregistré.

#### B. Le processus de paix

10. La Déclaration de principes de 1994 dont sont convenus le Gouvernement soudanais, le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), unis sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), fournit les orientations fondamentales pour une solution pacifique du conflit au Soudan. Le principe le plus important énoncé dans la Déclaration est le droit à l'autodétermination de la population du sud du Soudan.

11. Mais à partir de 1995 le Gouvernement soudanais a commencé à mettre l'accent sur une stratégie politique prônant la "paix de l'intérieur". En avril 1996, le Conseil suprême pour la paix du Gouvernement a présenté une charte politique, c'est-à-dire un document n'ayant pas force exécutoire contenant un cadre général pour une solution pacifique du conflit civil au Soudan. Un an plus tard, le Gouvernement soudanais et six groupes rebelles dissidents ont signé à Khartoum, le 21 avril 1997, un accord pour la paix dans lequel il était insisté sur le fait que les principes généraux de la charte politique devraient servir de base à l'accord de paix. Un trait commun avec la Déclaration de principes est l'acceptation du droit à l'autodétermination. Mais le principal défaut de l'accord pour la paix est, bien évidemment, l'absence de l'APLS.

12. En juillet 1997, peu après la signature de l'accord de Khartoum, le Gouvernement soudanais face à une offensive unie des forces de l'Alliance démocratique nationale dans le sud et dans l'est, a de nouveau accepté la Déclaration de principes comme base des pourparlers de paix organisés sous les auspices de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Deux séries de pourparlers ont eu lieu en 1998 - à Nairobi en mai et à Addis-Abeba en août - mais, malheureusement, aucun progrès décisif n'a été enregistré. Toutefois, le principal résultat de ces pourparlers est que les parties ont demandé que le Comité technique aux affaires humanitaires soit reconstitué et celui-ci s'est réuni à Rome en novembre 1998.

13. Le fait que les pourparlers de paix organisés sous les auspices de l'IGAD n'ont pas permis de réaliser des progrès et la volonté apparente de toutes les parties au conflit d'accepter le statu quo ont abouti à la continuation, dans le sud, d'un conflit de faible intensité dont on ne voit pas la fin.

#### C. La crise humanitaire

14. À la suite de la catastrophe humaine de 1988, au cours de laquelle des centaines de milliers de personnes ont perdu la vie, on estime qu'en 1998, 2,6 millions de Soudanais risquent toujours de mourir de faim. Du fait de la guerre, le Soudan est le pays qui, dans le monde, a la plus importante population de personnes déplacées dans leur propre pays et l'une des plus fortes populations de réfugiés. Le pays continue de dépendre presque exclusivement de l'assistance humanitaire fournie par la communauté internationale.

#### D. La situation économique et sociale

15. Dans son Rapport mondial sur le développement humain 1998 le PNUD brosse un triste tableau de la vie du citoyen soudanais moyen. Cependant, il existe bien une coopération avec le Fonds monétaire international en vue de la reprise économique. Il convient aussi de mentionner l'impulsion que l'exploitation du pétrole dans le sud du Soudan pourrait donner à l'économie soudanaise. Cela aura des répercussions importantes sur le processus de paix. D'ailleurs, le conflit qui a éclaté entre Paulino Matiep et Riek Machar au cours de l'année qui vient de s'écouler est en grande partie dû à leur désir de contrôler le territoire dans lequel les gisements de pétrole sont situés.

#### E. La complexité de l'environnement international

16. Le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie a nui au processus de paix sous les auspices de l'IGAD. Celui-ci a été aussi sérieusement compromis par le fait que le Soudan a des relations tendues avec certains de ses voisins. Le Soudan a accusé certains d'entre eux d'avoir commis des actes d'agression contre son territoire et d'accorder une aide à l'APLS. L'Ouganda et l'Érythrée ont formulé les mêmes accusations à l'égard du Soudan. Bien que les relations avec l'Égypte se soient améliorées depuis 1995 - année au cours de laquelle les Services de sûreté soudanais ont été accusés d'avoir joué un rôle dans la tentative d'assassinat contre le Président Moubarak - des tensions existent toujours entre les deux voisins. Les relations bilatérales du Soudan ont été en outre compliquées du fait du bombardement en 1998 d'Al Shifa par les États-Unis d'Amérique. Actuellement, les États-Unis comme le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont retiré leur personnel diplomatique de Khartoum.

#### IV. PROGRAMME D'ACTIVITÉS DE LA MISSION

17. Pendant sa mission au Soudan, le Rapporteur spécial a rencontré à Khartoum les personnalités suivantes : le Ministre des affaires étrangères, M. Mustapha Osman, le Ministre de la justice, M. Ali Mohamed Osman Yassin, le Ministre des transports, M. Lam Akol, le Ministre d'État aux relations extérieures, M. Ali Abdel Rahman Nimeri, le Ministre d'État Présidente du Conseil national d'aide sociale aux enfants, Mme Mariam Sir El Khatim, le chef de la Direction de l'enregistrement des associations politiques, M. M.A. Salim, le Ministre d'État aux travaux publics, M. Sharaf El Den Banaga, le Président du Conseil national de la presse, le Coordonnateur du Service national, le Président du Conseil national pour les élections, le Rapporteur du Conseil consultatif pour les droits de l'homme, des membres de l'Union des femmes, des membres de l'Association du barreau soudanais et de l'Union des juristes soudanais. Le Rapporteur spécial a également rencontré à Khartoum des représentants d'organisations non gouvernementales soudanaises et internationales, des chefs d'organismes de l'ONU et des représentants de la communauté diplomatique. Le Rapporteur spécial a reçu lui-même la déposition de personnes affirmant que leurs droits fondamentaux ont été violés.

18. Lorsqu'il était à Khartoum, le Rapporteur spécial a été invité à visiter, le 16 février 1999, l'usine d'Al Shifa. Les autorités lui ont remis un document selon lequel la destruction de cette usine portait gravement atteinte à la capacité de l'État de s'acquitter de ses obligations dans le domaine du droit à la santé et au développement.

19. Le Rapporteur spécial a aussi visité la prison Kober à Khartoum et la prison de femmes d'Omdurman, des camps pour personnes déplacées à Khartoum, Wau et Juba, ainsi que la prison de Juba.

20. Les 18 et 19 février 1999, le Rapporteur spécial s'est rendu à Wau, où il a rencontré le Gouverneur ainsi que du personnel de l'ONU et d'organisations non gouvernementales travaillant dans la région. Le 21 février, il est allé à Juba, où il a rencontré le Gouverneur par intérim ainsi que du personnel de l'ONU et d'organisations non gouvernementales travaillant dans la région. Le 23 et le 24 février, il était à Thiet et

à Medar, dans le comté de Tonj, dans le sud du pays. Il y a rencontré les organisateurs d'une conférence de paix des chefs dinkas et nuers et a eu aussi la possibilité de s'entretenir avec du personnel de l'Opération Survie au Soudan.

21. Du 25 au 27 février 1999, le Rapporteur spécial s'est rendu à Nairobi (Kenya). Il y a rencontré un représentant du Ministère des affaires étrangères ainsi que le Secrétaire aux affaires étrangères du Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS), M. Deng Alor, le représentant du MPLS/A en Afrique de l'Est et dans la corne de l'Afrique, M. Justin Yaac Arop, et le Secrétaire aux affaires humanitaires du MPLS, M. Kostî Manibe. Le Rapporteur spécial a également rencontré des représentants d'organismes de l'ONU et d'organisations non gouvernementales - y compris des partenaires de l'Opération Survie au Soudan - de groupes de la société civile du sud du Soudan et des personnalités kényennes impliquées dans le processus de paix soudanais.

## V. PRINCIPALES QUESTIONS EXAMINÉES AU COURS DE LA MISSION

### A. Constitution/transition vers la démocratie

22. En avril 1998, l'Assemblée nationale a adopté une nouvelle constitution. Un référendum national a été ensuite organisé et la Commission électorale a annoncé que 96 % des votants s'étaient prononcés en faveur de la Constitution et que la participation électorale avait été de 91,9 %. Au cours de sa visite, le Rapporteur spécial a eu l'occasion de discuter de la nouvelle constitution au cours de plusieurs réunions avec des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Le Rapporteur spécial désire en particulier insister sur les deux séances de travail qu'il a eues avec le Ministre de la justice et sur une réunion en plein air organisée par un avocat célèbre à laquelle ont assisté un certain nombre de personnalités de l'opposition.

23. La Constitution contient des dispositions novatrices, par exemple le droit nouvellement acquis des femmes soudanaises de transmettre leur nationalité à leurs enfants quelle que soit la nationalité du père. Elle a aussi créé le besoin d'adapter des lois en vigueur et d'adopter de nouvelles lois conformes à ses principes. Selon certains observateurs, la Constitution a donné un coup de fouet au débat public et offre la possibilité d'un renouveau qu'il ne faudrait pas manquer. Par contre, pour l'opposition politique, elle constitue un autre instrument pour préserver le pouvoir du parti officiel.

24. Au cours des réunions qu'il a eues avec de hautes personnalités du Gouvernement, le Rapporteur spécial a appris que la Constitution pouvait être modifiée et interprétée. Dans ce contexte, il tient à présenter les observations ci-après.

#### 1. Analyse juridique : sources des lois

25. La Constitution, dans le chapitre 1 de la quatrième partie, énonce les principes généraux régissant le pouvoir législatif. Aux termes de l'article 55, les sources des lois sont les suivantes : "La loi islamique et le consensus de la nation exprimé par voie de référendum, la Constitution et la coutume". Il n'est pas fait mention ici - ni dans aucune autre disposition

de la Constitution - du statut des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme que le Soudan a ratifiés; la seule référence à ce statut figure à l'article 73 d), où il est stipulé que l'Assemblée nationale est chargée entre autres "d'adopter des lois ratifiant les conventions et accords internationaux". Comme il a déjà été dit lors de réunions avec des représentants du Gouvernement, le Rapporteur spécial souhaiterait obtenir des précisions sur cette question qui, selon lui, joue un rôle déterminant pour le respect, au Soudan, des normes internationales relatives aux droits de l'homme.

## 2. Analyse juridique : protection des droits individuels

26. La Constitution, dans le chapitre 1 de la deuxième partie, précise les libertés, le caractère sacré et les droits de l'individu. Ce chapitre prévoit la plupart des droits consacrés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Soudan est partie. Parmi les droits qui ne figurent pas dans la Constitution on peut citer l'interdiction d'être emprisonné pour dettes, l'interdiction de toute propagande en faveur de la haine et de tout appel à la haine et le droit de réunion. Le Rapporteur spécial invite le Gouvernement à modifier la Constitution pour que ces droits y figurent.

27. Le fait que de nombreuses dispositions de cette partie de la Constitution comprennent des clauses susceptibles de limiter le droit garanti a été porté à l'attention du Rapporteur spécial. Plus précisément, l'article 20 (droit à la liberté de la personne et caractère sacré de la vie), l'article 23 (droit de circuler librement), l'article 24 (droit à la liberté de croyance et à la liberté du culte), l'article 25 (droit à la liberté de pensée et d'expression), l'article 26 (droit à la liberté de constituer des associations et des organisations), l'article 29 (inviolabilité des communications et de la vie privée) et l'article 31 (droit et inviolabilité en cas d'action en justice) garantissent ces droits sans restrictions "sauf celles prévues par la loi". Certains interlocuteurs qui ne faisaient pas partie des milieux officiels ont relevé que ces lois n'avaient pas encore été adoptées et ont donc exprimé la crainte qu'à l'avenir des lois puissent restreindre de manière excessive les droits garantis par la Constitution. Le Rapporteur spécial désire inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir qu'à l'avenir les lois concernant ces droits qui seront adoptées soient conformes aux obligations auxquelles le Soudan a souscrit en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie.

28. Le Rapporteur spécial est par ailleurs préoccupé par le caractère vague de plusieurs dispositions de la Constitution. Il faudrait étoffer l'article 30 concernant l'immunité de détention et y incorporer des dispositions de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en particulier celles en vertu desquelles nul ne peut faire l'objet d'une détention arbitraire et tout individu arrêté a le droit d'être informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui. En outre, le droit d'être traduit devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires pour statuer sur la légalité de sa détention, ainsi que le droit d'être jugé sans délai excessif



devraient également être énoncés. En outre, les personnes victimes d'arrestation ou de détention illégale doivent avoir droit à réparation. D'ailleurs le Rapporteur spécial a remarqué au cours de sa visite que les arrestations et détentions arbitraires, en particulier par les forces de sécurité, constituent un problème important au Soudan.

29. Le Rapporteur spécial estime aussi que l'article 32 de la Constitution garantissant le droit à la présomption d'innocence et le droit d'être défendu devrait être plus explicite et comprendre les garanties prévues dans les normes internationales. Là encore les autorités devraient s'inspirer du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, plus précisément de l'article 14.

30. Le Rapporteur spécial a été informé que le projet initial de constitution déposé devant l'Assemblée nationale prévoyait, en son article 41, le droit de réunion et le droit de constituer des associations. Cet article a été remplacé par l'article 26, dont le paragraphe 1 se lit comme suit : "Les citoyens ont le droit de constituer des associations et des organisations à des fins culturelles, sociales, économiques, professionnelles ou syndicales sans restrictions, sauf celles prévues par la loi". Dans la version arabe le terme Tawali est utilisé pour désigner une association politique. Ce terme est extrêmement ambigu or aucune définition n'est donnée, ni dans la Constitution ni dans les textes qui viennent d'être adoptés. Cela a suscité une certaine inquiétude dans certains milieux de la société soudanaise, qui se demandent quelles sont les intentions du Gouvernement et dans quelle mesure le pluralisme sera, en fait, accepté.

31. La loi sur la réglementation du Tawali est entrée en vigueur le 1er janvier 1999. L'article 3 de cette loi est ainsi conçu : "toute association d'un mouvement politique doit adhérer à l'idéologie du Al-Ingaz (salut)". Or Al-Ingaz est l'expression que le régime utilise pour lui-même. C'est pourquoi les critiques relèvent qu'aux termes de cette disposition, toutes les organisations politiques doivent accepter d'adhérer à l'idéologie du parti dirigeant afin d'être enregistrées. L'article 3 stipule aussi : "une association ne peut prendre à l'encontre de ses membres des mesures discriminatoires fondées sur la race, la couleur, l'héritage, le sexe, la classe ou les opinions politiques". Il convient de relever qu'il n'est pas fait mention de la religion ou de la langue. C'est pourquoi, si elle était mal appliquée cette loi pourrait permettre à une association politique de prendre des mesures discriminatoires fondées sur la religion ou la langue. Le Rapporteur spécial a été informé que 33 partis politiques environ se sont déjà fait enregistrer dans le cadre du nouveau système. Il s'en félicite et continuera de recueillir des renseignements sur la mise en oeuvre de cette loi. Il convient cependant de noter que les partis traditionnels du nord du Soudan, en particulier le parti Umma et le Parti unioniste démocratique ne se sont pas fait enregistrer et que le Parti communiste n'a pas été autorisé à le faire. Le Rapporteur spécial estime que l'article 26 de la Constitution devrait refléter les garanties énoncées à l'article 25 du Pacte, à savoir le droit et la possibilité de tout citoyen, sans aucune discrimination, de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis, de voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, et d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques.

32. L'article 21 de la Constitution prévoit le droit à l'égalité. Cependant, sous sa forme actuelle, une attitude minimaliste semble avoir été adoptée dans la Constitution car elle interdit la discrimination "uniquement sur la race, le sexe ou les croyances religieuses". Le Rapporteur spécial invite le législateur à envisager d'élargir la clause sur la non-discrimination afin qu'elle englobe toutes les catégories prévues dans les normes internationales (race, sexe, langue, religion, opinion politique ou toute autre opinion, origine nationale ou sociale, fortune, naissance ou toute autre situation) et l'utilise uniformément dans toute la législation soudanaise.

33. Bien que la Constitution énonce, en des termes assez vigoureux, le droit à la liberté de croyance et de religion à l'article 24, la critique la plus sérieuse que l'on puisse faire en ce qui concerne la Constitution est que beaucoup estime qu'elle établit un État théocratique. Cela serait inacceptable pour une grande partie de la société et générerait considérablement le règlement du conflit qui sévit dans le sud, car une des exigences de l'APLS est l'établissement d'un État laïc.

### 3. Séparation des pouvoirs : indépendance du judiciaire

34. L'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant et impartial est la condition préalable de la primauté du droit et de la protection des droits individuels contre tout abus de pouvoir de la part de l'exécutif ou du législatif. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 101, les "juges sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions et ont pleine compétence judiciaire dans le cadre de ces fonctions; ils ne seront pas influencés dans leur jugement". Cependant, la Constitution octroie aussi des pouvoirs importants au Président qui, avec l'assentiment de l'Assemblée nationale, peut nommer des membres de la Cour constitutionnelle, le Président de la Cour et ses adjoints, ainsi que les juges des juridictions inférieures sur recommandation du Conseil supérieur de la magistrature. Le Rapporteur estime qu'il serait préférable que le Conseil supérieur de la magistrature soit chargé du choix et de la nomination de tous les juges. La loi sur le Conseil supérieur de la magistrature devrait lui permettre d'être un organe véritablement indépendant assurant l'autonomie de la magistrature.

### 4. Examen des lois en vigueur

35. Du fait de l'adoption de la Constitution il faut passer en revue toutes les lois en vigueur pour vérifier si elles sont conformes tant aux préceptes qu'à l'esprit de la Constitution. Une liste de 15 lois que l'on envisage de faire examiner par la Cour constitutionnelle a été communiquée au Rapporteur spécial. Ces lois réglementent des questions diverses, qui vont de la planification des sols à la justice, des jeunes à la citoyenneté. Le Rapporteur spécial prend note des efforts faits par le Gouvernement soudanais et est certain que lors de ce processus de révision il sera aussi tenu compte des obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme que le Soudan est tenu de respecter. Le Rapporteur spécial note qu'aux termes du paragraphe 5 de l'article 140 de la Constitution "jusqu'à l'adoption de nouvelles mesures conformément aux dispositions de la Constitution toutes les lois resteront en vigueur" et qu'il n'est pas prévu de calendrier pour

l'achèvement du processus d'examen. De l'avis du Rapporteur spécial il faut donner la priorité absolue à l'examen de certaines lois, en particulier de la législation d'exception.

#### 5. Législation d'exception

36. Le Rapporteur spécial a appris que la législation d'exception n'est plus en vigueur dans le nord du pays alors qu'elle s'applique toujours dans certains États du sud. Un conflit armé peut, certes, justifier la proclamation de l'état d'urgence. Néanmoins, le Rapporteur spécial invite le Gouvernement soudanais à limiter au maximum le recours à l'état d'exception et rappelle que, d'après le paragraphe 3 de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques les États parties au Pacte doivent, "par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, signaler aussitôt aux autres États parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs qui ont provoqué cette dérogation. Une nouvelle communication sera faite par la même entremise, à la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations". En l'absence d'une communication de ce genre le Rapporteur spécial estime que le Gouvernement soudanais est lié par toutes les dispositions du Pacte.

#### 6. La loi de 1994 sur la sécurité nationale

37. Au Soudan les forces de sécurité semblent avoir la haute main sur la vie publique. Selon de nombreuses remarques faites au Rapporteur spécial les forces de sécurité seraient au-dessus des lois et seraient les véritables dirigeants du pays. D'après certains observateurs le Soudan présente toutes les caractéristiques d'un État policier. Les habitants sont victimes d'arrestations et de détentions arbitraires effectuées par les diverses forces de sécurité qui jouissent pratiquement de l'impunité. La loi de 1994 sur la sécurité nationale - et ses amendements - constitue d'ailleurs un cadre permettant d'agir en toute impunité et au mépris de la loi et n'est pas conforme aux normes prévues dans la charte des droits contenue dans la Constitution de 1998, et encore moins aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. Cette loi met pratiquement les forces de sécurité à l'abri de toutes poursuites et leur confère, en matière d'enquête, des pouvoirs qui permettent les arrestations arbitraires, la détention au secret, de longues périodes de détention sans jugement et des fouilles arbitraires. La loi sur la sécurité nationale figure sur la liste des lois que la Cour constitutionnelle doit passer en revue. Le Rapporteur spécial demande qu'elle soit étudiée immédiatement et à la lumière des normes internationales les plus élevées.

#### 7. Autres inquiétudes dans le domaine de la sécurité

38. Le Rapporteur spécial regrette de constater que les Forces populaires, c'est-à-dire une forme de milice armée légalisée, sont mentionnées à l'article 25 de la Constitution. De tout temps les milices ont joué un rôle déstabilisateur dans des conflits de faible intensité dans d'autres régions du monde. En outre, d'autres formes de forces de sécurité ou de forces de police - telles que la police chargée de veiller à l'ordre public - et la disposition du paragraphe 2 de l'article 35 de la Constitution selon laquelle "les devoirs d'un citoyen sont dictés par sa conscience et par une société vigilante", peuvent ouvrir la voie à l'obscurantisme et à la répression. À cet égard,

le Rapporteur spécial a reçu des informations concordantes selon lesquelles le Gouvernement soudanais fournit des armes et des munitions à des groupes paramilitaires tels que les mourahilin, tenus généralement pour responsables de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

8. Processus suivant lequel la Constitution  
a été élaborée et adoptée

39. Le Rapporteur spécial a appris que le processus d'élaboration de la Constitution avait été entaché d'irrégularités. Une commission nationale créée pour élaborer une constitution s'est réunie pendant quatre ans pour préparer le projet devant être déposé à l'Assemblée nationale, elle était composée de juristes et de spécialistes respectés et a présenté le projet à l'Assemblée nationale qui l'a ensuite examiné quant au fond. Mais ce projet a été retiré le dernier jour des débats et remplacé par un projet transmis par la présidence. Les médias ont largement critiqué ce fait et plusieurs membres de l'Assemblée nationale ont protesté en s'abstenant lors du vote ou en votant contre le projet présenté.

40. Les résultats du référendum qui ont été proclamés suscitent également des doutes. Bien que les dirigeants des partis politiques interdits aient boycotté le référendum et que les observateurs aient remarqué une faible participation, le Gouvernement a annoncé que la participation électorale avait été de 91,9 % et que 96 % des votants s'étaient prononcés en faveur de la Constitution. C'est pourquoi des détracteurs du Gouvernement affirment que le référendum a été truqué et que la Constitution ne peut donc être considérée comme légitime.

B. Respect des droits de l'homme et du droit humanitaire  
pendant le conflit

41. Comme cela est le cas lors de conflits armés internes, ne présentant pas un caractère international, les groupes d'opposition comme le Gouvernement soudanais devraient respecter l'article 3 commun aux Conventions de Genève qui stipule que "les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, ... seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe...". En outre, dans sa résolution 2444 (XXIII) sur le respect des droits de l'homme en période de conflit armé, l'Assemblée générale des Nations Unies a expressément reconnu le principe de l'immunité des civils et a affirmé qu'il est interdit de lancer des attaques contre les populations civiles en tant que telles. De plus, le droit international coutumier ainsi que le droit international humanitaire interdisent les attaques aveugles contre les populations civiles, le fait d'affamer les civils en tant que méthode de combat et le pillage et la destruction de biens de civils.

42. Bien qu'il soit difficile d'établir leur chiffre exact, on pense qu'environ 1,9 million de personnes sont mortes dans le sud et dans le centre du Soudan du fait de la guerre, qui entre maintenant dans sa seizième année. Au cours des six premiers mois de 1998 seulement, plusieurs milliers

de personnes auraient été tuées. En outre, 4,5 millions de personnes - c'est-à-dire un habitant sur cinq - ont été déplacées une fois au moins depuis le début de la guerre en 1983. Beaucoup n'ont pas de terres à cultiver ou ne jouissent pas d'une sécurité suffisante pour cultiver leurs terres, la malnutrition et les maladies font des ravages et les opérations de secours sont gênées en de nombreux endroits. Selon une évaluation faite à la mi-1998 par le Programme alimentaire mondial, sur une population totale de 27 millions d'habitants, 2,6 millions d'habitants risquaient de mourir de faim au Soudan, dont 2,4 millions dans le sud du pays, sans compter les 100 000 personnes qui, d'après les estimations, étaient isolées et ne bénéficiaient d'aucune aide dans les zones des monts Nuba aux mains de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS).

43. En plus des personnes déplacées à l'intérieur du pays, 360 000 Soudanais environ, ayant fui la violence qui règne dans le sud, sont des réfugiés dans six pays voisins. Par ailleurs, un grand nombre d'habitants ont quitté le Soudan et résident dans des pays tels que l'Égypte, bien qu'ils n'aient pas officiellement le statut de réfugié.

44. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial a eu de nombreux entretiens avec des représentants d'organisations nationales et internationales, du Gouvernement soudanais, de la branche armée du MPLS ainsi qu'avec des experts. Il a reçu des renseignements, souvent de première main, étayés par des documents indiquant la perpétration de violations massives et systématiques des droits de l'homme et du droit international humanitaire par toutes les parties au conflit dans le sud du Soudan, violations dont des civils innocents sont les principales victimes et la famine un des sous-produits directs, dans le contexte duquel les vivres servent d'armes de guerre.

45. Le Rapporteur spécial s'est rendu dans deux villes du sud du Soudan - Wau et Juba - et à la base aérienne de Lokichoggio au Kenya, d'où est acheminée l'aide humanitaire. À Lokichoggio, le Rapporteur spécial a eu des réunions avec des représentants de l'Humanitarian Principles Unit de l'opération Survie au Soudan, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales qui participent à cette opération. De Lokichoggio, il s'est rendu dans le territoire contrôlé par l'APLS dans le sud du Soudan; il était accompagné de représentants de l'opération Survie au Soudan. Il a visité à Medar, dans le comté de Tonj, l'endroit où avait eu lieu la Conférence de réconciliation entre les Nuers et les Dinkas.

1. Bahr-el-Ghazal : violations des droits de l'homme,  
déplacements de population et famine

46. Les 18 et 19 février 1999, le Rapporteur spécial était à Wau, capitale de l'État du Bahr-el-Ghazal, où il a rencontré le Gouverneur et d'autres hauts fonctionnaires, des chefs religieux musulmans et chrétiens et des représentants de l'Organisation des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales en poste à Wau et travaillant avec le consortium de l'opération Survie au Soudan.

47. Les chefs religieux ont mis l'accent sur la coexistence pacifique des deux communautés tandis que les deux autres groupes ont surtout parlé des événements tragiques de janvier/février 1998, qui avaient préparé le terrain, dans le Bahr-el-Ghazal, pour la crise humanitaire la plus grave qui ait jamais eu lieu et avait abouti à la famine la plus meurtrière depuis 1988 - année où, d'après les estimations, 250 000 personnes étaient décédées - et à des déplacements massifs de population. L'incident isolé qui a provoqué ces événements s'est produit le 29 janvier 1998, lorsque l'ancien commandant rebelle Kerubino Kuan Bol a, subitement, rejoint l'APLS et vainement cherché à capturer Wau et deux autres villes de garnison, déclenchant une vague de représailles contre la population civile.

48. Les autorités de Wau ont déclaré au Rapporteur spécial que 31 civils seulement avaient été tués pendant les dix journées de violence qui ont suivi mais, d'après une enquête effectuée sur les lieux par l'ONU et d'autres rapports dignes de foi, au moins 600 Dinkars et Joluos - hommes, femmes et enfants - ont été tués par les forces militaires gouvernementales, la milice locale Fertiit et les moudjahidin. Des témoins ont vu des centaines de corps dans les rues ainsi que des corps entassés dans des camions et emmenés vers des fosses communes ou jetés dans la Jur. Des dizaines de milliers de personnes, craignant les persécutions, se sont enfuies vers les zones rurales aux mains de l'APLS, où l'on prévoyait déjà qu'il y aurait une famine.

49. Une organisation bien connue de défense des droits de l'homme analyse très clairement, dans un rapport publié récemment, les causes profondes de la famine de 1998 dans le Bahr-el-Ghazal. Les extraits suivants reflètent tout à fait les propres conclusions du Rapporteur spécial : "La sécheresse due à El Niño qui a sévi pendant deux ans a créé les conditions naturelles ... mais ... les violations systématiques des droits de l'homme ont été la cause directe de la famine dans le Bahr-el-Ghazal". Cette famine a touché et continue de menacer près d'un million de personnes, pour la majorité des Dinkas qui font partie du plus important groupe ethnique du Soudan. "On peut conclure sans parti pris que, sans ces violations des droits de l'homme, il n'y aurait pas eu de famine au Soudan en 1998."

50. Selon la même source, les principales violations étaient les suivantes : vols de bétail, pillages des céréales, incendie des récoltes et des maisons, meurtre de civils et enlèvement de femmes et d'enfants considérés comme prises de guerre par des milices de mourahilin bénéficiant de l'appui du Gouvernement (on pense que cela fait partie de la stratégie contre-insurrectionnelle de celui-ci) perpétrés depuis des années; incursions et pillage des maisons de civils dans le Bahr-el-Ghazal par Kerubino (qui est lui-même un Dinka) pendant les quatre années durant lesquelles il a été allié au Gouvernement, série d'événements déclenchée en janvier/février 1998 à Wau par Kerubino et décrite ci-dessus et, en avril 1998, pillage, par Kerubino, du bétail à Baggara et meurtre de civils, attaques contre les civils; entre avril et juin 1998 attaques massives contre des civils - notamment raids et bombardements - commises par des contingents de l'armée régulière, les mourahilin et les Forces populaires de défense (FPD), avec une brutalité accrue en partie en représailles des raids perpétrés par Kerubino en avril 1998, dans le cadre d'une opération terre brûlée au cours de laquelle des civils ont été tués, des milliers de femmes et d'enfants enlevés, des récoltes détruites et des dizaines de milliers de têtes de bétail volées.

51. Enfin, mais ce n'est pas là le moins important, le 4 février 1998 le Gouvernement soudanais a interdit tous les vols transportant des secours à destination du territoire détenu par les rebelles dans le Bahr-el-Ghazal, interdiction qui a duré jusqu'au 31 mars, gênant considérablement les opérations transfrontières de l'opération Survie au Soudan visant à fournir une assistance d'urgence aux 100 000 civils environ qui avaient échappé au massacre à Wau. Cette mesure a été perçue comme un exemple frappant de l'utilisation, comme méthode de combat, de la méthode consistant à affamer la population civile.

52. Le mot Bahr-el-Ghazal évoque inévitablement le train de ravitaillement militaire (appelé aussi le "train des esclaves"), qui est escorté par la milice de mourahilin à cheval, armée par le Gouvernement, qui cause ravages et destructions parmi la population civile dinka le long de la voie de chemin de fer. Le passage du dernier train, en janvier/février 1999, aurait provoqué des perturbations importantes car les mourahilin ont pillé deux pistes d'atterrissage utilisées pour larguer des vivres. Les incursions des mourahilin en général - qu'elles aient lieu lors du passage du train ou à un autre moment - sont l'un des principaux faits qui terrorisent la population, menacent sa capacité de survie et provoquent de grands déplacements de population. Selon l'évaluation des besoins alimentaires dans le comté d'Aweil East faite en décembre 1998 par le PAM, les attaques menées par les Forces populaires de défense (FPD) et les milices de mourahilin étaient une des causes principales de la mauvaise sécurité alimentaire dont souffrent entre 20 à 30 % des communautés. Pendant ces attaques, menées pendant la saison où l'on cultive la terre, les cultures étaient détruites, le bétail volé et les personnes déplacées vers des régions où la sécurité alimentaire était déjà menacée.

53. En outre, depuis le début de 1999, les raids des milices ont obligé une organisation non gouvernementale internationale à déplacer au moins une douzaine de fois son personnel, à cesser ses opérations dans 5 centres sur 10 dans le Bahr-el-Ghazal et dans un centre à Jonglei, et à évacuer 40 membres étrangers de son personnel. L'incident le plus grave s'est produit le 29 janvier, lorsque 60 miliciens à cheval ont attaqué le village de Bararud, au nord de Wau, tuant 10 civils, dont un des employés de l'organisation non gouvernementale en question, détruisant ses abris et volant des médicaments.

54. Lors des discussions avec le Gouverneur de Wau portant sur la situation décrite ci-dessus, le Gouverneur a reconnu le rôle négatif des milices de mourahilin et le fait qu'elles relèvent du Gouvernement central. Le seul moyen dont dispose le Gouverneur consiste à les désarmer lorsqu'elles entrent dans le territoire relevant de sa juridiction. Il a déclaré au Rapporteur spécial que c'était ce qu'il avait fait la dernière fois que les Mourahilin étaient à Wau, ce qui les avait empêchés, tout du moins dans une certaine mesure, de commettre leurs violations habituelles.

55. Un grand nombre des personnes déplacées qui s'étaient enfuies en raison des violences en janvier/février 1998 sont revenues; d'autres continuent d'arriver, les unes après les autres, des régions avoisinantes. Les personnes déplacées qui arrivent ou reviennent de zones contrôlées par les rebelles ont signalé que l'APLS les avait privées de vivres et que ceux-ci avaient été

distribués à l'armée rebelle. Toutefois, il est ressorti d'une enquête menée conjointement par l'ONU et par l'APLS qu'en ce qui concerne le détournement des vivres les chefs locaux avaient en fait joué un plus grand rôle que les soldats de l'APLS. En outre, les attaques menées par des commandants dissidents ou échappant à tout contrôle empêchaient les livraisons de vivres et provoquaient des déplacements de population qui les éloignaient des centres de distribution internationaux des secours d'urgence.

56. À l'heure actuelle, d'après les estimations, la ville de Wau compte entre 120 000 et 150 000 habitants, dont 46 000 personnes déplacées environ. Sur ce nombre, 15 000 ont été hébergées dans deux camps situés sur la rive orientale de la rivière et administrés par l'équipe (ONU et organisations non gouvernementales) de l'opération Survie au Soudan. On estime que 5 000 autres personnes ont échoué dans les rues qui entourent la place du marché et vivent sous des arbres et des vérandas dans l'attente d'être réinstallées par le Gouvernement dans un site permanent. Cependant, pour des raisons de sécurité, on conteste le choix du site envisagé, situé près du chemin de fer et à proximité d'un camp militaire.

57. Bien que la situation à Wau soit comparativement calme, des coups de feu claquent encore pendant la nuit. En plus des soldats de l'armée régulière, Wau grouille de forces de sécurité et de forces armées de toutes sortes, et qui ne sont pas nécessairement sous l'autorité du Gouverneur. Le couvre-feu imposé chaque jour à partir de 18 heures au personnel de l'ONU et des organisations non gouvernementales les empêche de surveiller la situation pendant les heures de couvre-feu. Les forces de sécurité qui contrôlent le pont qui mène aux camps perçoivent une "taxe" des personnes déplacées - en particulier les femmes - qui se rendent au marché pour y vendre du bois de chauffage et d'autres marchandises. Nombreuses sont celles qui ne sont pas autorisées à rentrer si elles ne versent pas une autre "taxe". Wau a été qualifié de "grande prison" : on ne peut entrer et sortir librement de la ville et les déplacements à l'intérieur de celle-ci sont, eux aussi, strictement limités.

58. Comme l'a illustré la situation dans le Bahr-el-Ghazal en 1998, tout déplacement massif de population perturbe dangereusement l'approvisionnement alimentaire. Grâce aux efforts des organisations humanitaires, au répit dû aux séries successives de cessez-le-feu (le cessez-le-feu actuel doit durer jusqu'au 15 avril 1999) et à une coopération accrue du Gouvernement, qui facilite les livraisons de l'aide alimentaire, la situation s'est considérablement améliorée et est maintenant sous contrôle. Cependant, il est possible qu'une nouvelle situation d'urgence apparaisse bientôt car les récoltes ont été mauvaises en 1998 et la situation dans la région continue d'être explosive car elle est le théâtre de violences contre les civils.

#### Le train Babanusa/Wau et l'enlèvement de femmes et d'enfants; la question de l'esclavage

59. De nombreux rapports concernant la capture de femmes et d'enfants dans le sud Soudan dans le but, apparemment, de les réduire en esclavage, ont été adressés au Rapporteur spécial.



60. Du fait de la nature détaillée de ces rapports et des informations qui ont été communiquées au Rapporteur spécial au cours de sa mission, il lui a été possible d'étudier les allégations relatives à l'esclavage à la lumière des violations des droits de l'homme perpétrées dans le cadre du conflit.

61. Comme cela a déjà été mentionné, c'est surtout lors d'attaques effectuées par les milices que sont commises des violations des droits de l'homme. À Bahr-al-Ghazal, les moudjahidin (milices murahaleen) accompagnent souvent le train de ravitaillement de l'armée escorté par les Forces populaires de défense (FPD), qui descend lentement vers Wau et revient ensuite à Babanusa. Selon des sources concordantes et fiables, les moudjahidin se déploient, à cheval, des deux côtés de la voie ferrée dans un rayon qui peut atteindre 50 km et attaquent systématiquement les villages, mettent le feu aux habitations, volent le bétail, tuent les hommes et capturent les femmes et les enfants. Souvent, ces femmes et ces enfants sont emmenés vers le nord, et leurs ravisseurs ou d'autres personnes les considèrent comme leur propriété. Les FPD participeraient également aux attaques.

62. De telles attaques sont plus fréquentes pendant la saison sèche, de novembre à avril. Elles s'inscrivent dans un vieux schéma de rivalité et de confrontation entre la population locale (Dinka) et des nomades arabes venus du nord (appartenant aux peuples Baggara et Misseriya), pour le contrôle des pâturages et de l'eau. Au cours des combats, l'un et l'autre camps capturent traditionnellement des prisonniers, qui sont réduits en esclavage à moins ou jusqu'à ce qu'une rançon soit versée. Depuis le début de la guerre civile, ces pratiques, qui étaient en voie de disparition, auraient repris, avec le consentement, du moins tacite, des autorités soudanaises.

63. Les rapports d'ONG communiqués au Rapporteur spécial contiennent de longs témoignages détaillés d'hommes, de femmes et d'enfants enlevés dans des circonstances analogues qui n'ont recouvré la liberté qu'en s'échappant ou grâce au versement d'une rançon. Ce sont souvent les FPD, les moudjahidin ou parfois même des soldats qui sont désignés comme étant les ravisseurs. Il est donc difficile de dire si des troupes régulières prennent également part aux attaques. Selon certains témoignages, les auteurs de tels actes portaient des uniformes, alors que les moudjahidin et autres milices sont généralement en civil. Bien que constituant une force auxiliaire, les FPD relèvent directement des autorités soudanaises.

64. Les témoignages de femmes et d'enfants enlevés contiennent des descriptions de mauvais traitements et de travaux auxquels ils ont été astreints de force : notamment faire la cuisine, cultiver la terre, s'occuper des animaux, ramasser du bois, faire la lessive et vaquer à d'autres tâches ménagères. Dans leurs témoignages, des femmes et des jeunes filles font état de viols, de "mariages" forcés et d'autres abus sexuels, qui, dans certains cas, vont jusqu'à l'esclavage sexuel. Bon nombre de celles qui ont recouvré la liberté soit étaient enceintes soit ont donné naissance à des enfants dont les pères étaient les ravisseurs.

65. Le Rapporteur spécial a recueilli des plaintes selon lesquelles les attaques de villages étaient parfois menées conjointement par les milices et des troupes soudanaises régulières. En outre, les milices sont armées par

les autorités soudanaises et reçoivent des munitions de l'armée. Selon divers témoignages, la préparation des attaques s'effectue conformément à un schéma établi, ce qui ne laisse guère de doute quant aux intentions des moudjahidin de capturer des femmes et des enfants pour les réduire en esclavage.

66. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial a été informé que 800 femmes et 1 500 enfants auraient été enlevés au cours de la seule année 1998. Par ailleurs, à Khartoum, le Rapporteur spécial a rencontré des membres d'ONG qui s'occupent de rechercher des enfants enlevés et de les ramener dans leurs familles, parfois avec l'appui des autorités locales. Des dossiers individuels détaillés concernant des enfants enlevés ont été remis au Rapporteur spécial.

## 2. Équatoria

67. Juba, en Équatoria orientale, a été désignée comme siège du Conseil de coordination pour les États du Sud, présidé par M. Riek Machar. Au cours de la visite qu'il a effectuée le 22 février 1999, le Rapporteur spécial a été reçu par les autorités locales, qui l'ont assuré qu'elles s'efforcent de garantir à chacun le respect de ses droits fondamentaux, concernant notamment la nourriture et l'eau ainsi que l'éducation, et la liberté d'expression.

68. Le Rapporteur spécial a également rencontré l'équipe ONU/ONG installée à Juba. Toutefois, la présence de personnel de sécurité à portée de voix n'a guère favorisé la franchise des discussions. Il a été souligné que le personnel de sécurité et les effectifs militaires stationnés à Juba étaient plus nombreux que la population civile. Comme Juba est proche de la frontière ougandaise et étant donné la présence active de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) dans la région, la situation qui règne dans cette agglomération est paraît-il tendue et caractérisée par la peur et le soupçon qui s'infiltrant dans tous les domaines de la vie quotidienne.

69. Au cours de la mission, il a été fait état de l'appui et de l'asile offerts dans cette région par le Gouvernement soudanais à la Lord's Resistance Army (LRA) ougandaise, laquelle pratiquerait des enlèvements et torturerait des enfants ougandais âgés de 12 ans à peine ou même plus jeunes encore, qui sont retenus dans les camps de la LRA à l'intérieur du Soudan et utilisés comme soldats ou comme esclaves sexuels.

70. Selon des milieux ecclésiastiques, l'Équatoria orientale reste la partie la plus instable de l'Équatoria. L'insécurité et l'instabilité qui y règnent résultent principalement des vols de bétail, des rivalités entre factions et des luttes de caractère politique; à noter à cet égard l'incident qui a eu lieu le 10 janvier 1999 à Chukudum : un commandant de l'APLS ayant été tué, la communauté civile locale a été attaquée par des soldats fidèles à ce commandant et a dû abandonner la ville. L'insécurité le long de la frontière avec le Kenya et le Soudan reste préoccupante, et l'on signale de fréquents règlements de compte. Les répercussions de l'incident de Chukudum susmentionné se sont fait sentir au camp de réfugiés de Kakuma (Kenya), où se sont déroulés des combats entre communautés Dinka et Équatoria (Didinka), qui ont fait plusieurs morts parmi les réfugiés.

71. À Juba, on compte une population totale se situant entre 150 000 et 180 000 personnes, dont 40 000 personnes déplacées dans leur propre pays. Par rapport à la situation qui règne à Wau, le climat parmi les personnes déplacées qui vivent à Juba semble être plus serein. Elles y jouissent de la liberté de mouvement, et celles qui s'y trouvent depuis longtemps ont constaté une amélioration globale de leur situation au cours des années, notamment en matière de possibilités de travail.

72. Un grand nombre de personnes déplacées sont arrivées de Yei en 1997, époque à laquelle l'APLS a pris le contrôle de la ville. Pour certains hommes, le motif du départ serait la protection de leurs femmes contre les abus sexuels et d'autres violations graves pratiquées à l'encontre des civils par des soldats de l'APLS, notamment des déserteurs provenant du front. Il a été fait état d'incidents similaires en Équatoria central et occidental. Depuis lors, un tel comportement est condamné par les chefs de l'APLS, et ce genre de pratique est beaucoup moins fréquent. Le Rapporteur spécial s'est rendu dans deux camps de personnes déplacées dans leur propre pays et y a écouté les plaintes exprimées par des représentants de ces personnes. Dans l'un et l'autre camp, ces plaintes portaient principalement sur la pénurie alimentaire et sur la nécessité et le désir de vivre en paix.

### 3. Autres personnes déplacées dans leur propre pays

73. Faute de temps, le Rapporteur spécial a dû renoncer à se rendre dans la province de Ad-Dein, dans l'État du Darfur méridional. La visite en question avait été initialement prévue à la suite de rapports faisant état des conditions précaires dans lesquelles se trouvaient environ 74 000 personnes ainsi déplacées, principalement des Dinka de Bahr-el-Ghazal, qui sont regroupées dans une dizaine de camps répartis sur l'ensemble de la province et qui sont exposées aux représailles de bergers rezeigat. Historiquement, les relations entre les Dinka et les Rezeigat (l'une des nombreuses tribus Baggara qui ont des frontières communes avec les Dinka) se caractérisent par des luttes tribales. Ces relations auraient empiré du fait de la politique soutenue par le Gouvernement de Khartoum qui tend à dresser les tribus arabes contre les Dinka. La majorité des personnes déplacées sont des femmes et des enfants; à signaler notamment un groupe de plus de 20 enfants non accompagnés, dont certains ont moins de cinq ans.

74. La guerre, qui a duré 16 ans, a provoqué un afflux d'environ 1,8 million de personnes à Khartoum. Des centaines de milliers d'autres personnes sont déplacées dans les Monts Nouba, dans le Kordofan méridional, où soit elles seraient regroupées dans des camps contrôlés par le Gouvernement, soit elles vivraient dans des zones contrôlées par les rebelles qui ne sont guère ou pas du tout accessibles à l'aide humanitaire. En septembre 1998, des combats à la frontière orientale avec l'Érythrée ont également provoqué le déplacement de plus de 55 000 personnes. En septembre 1998, d'autres déplacements ont été provoqués par des bombardements aériens effectués par des troupes gouvernementales dans des régions de l'Équatoria oriental contrôlées par l'APLS; aucun chiffre n'a cependant été fourni à cet égard au Rapporteur spécial. Depuis le début de 1999, le conflit à large échelle qui s'est déclenché au Darfur occidental a provoqué la mort de plus de 30 personnes, le déplacement d'au moins 2 000 familles vers Al Geina et la fuite de 10 000 autres, qui ont traversé la frontière et pénétré au Tchad.

75. En 1998, quelque 150 000 civils ont été déplacés et se sont retrouvés menacés par la famine dans la région riche en pétrole du Haut Nil occidental, où instabilité et violence rendaient difficile, voire même impossible, toute aide humanitaire d'urgence de la part des Nations Unies. Cette région, qui appartient au peuple Nuer, est le théâtre d'un affrontement entre deux chefs Nuer progouvernementaux, Riek Machar et le seigneur de la guerre Paolino Matiep, qui sont en lutte pour le contrôle politique et militaire du territoire. L'une et l'autre factions sont armés directement par le Gouvernement.

76. À Khartoum, les personnes déplacées dans leur propre pays représentent 41 % de la population totale de la capitale. Le Rapporteur spécial et son équipe n'ont pu se rendre que dans un seul des camps établis par le Gouvernement, où les conditions, notamment en matière d'enseignement primaire et de moyens sanitaires, seraient meilleures que dans d'autres camps improvisés. L'on pouvait néanmoins constater que les personnes déplacées avaient été regroupées principalement dans une zone isolée et aride, éloignée de tout centre commercial offrant des possibilités de travail. Il n'y a pas de mesures générales d'assistance prévues pour les personnes déplacées qui vivent à Khartoum depuis longtemps, et bon nombre d'entre elles se sont plaintes du manque de nourriture et de vêtements. Selon des rapports confirmés par les Nations Unies, la sécurité alimentaire dans les camps de ce genre est précaire, et 12 à 24 % des enfants âgés de moins de cinq ans ont souffert de malnutrition en 1997-1998.

77. Un petit nombre de personnes déplacées réussissent certes à obtenir un peu de travail sur des chantiers de construction ou comme domestiques, mais la majorité d'entre elles ne peut supporter le coût du transport en ville. Selon certains témoignages, les habitants des camps ne sont pas tous des personnes déplacées à la suite de la guerre qui sévit au sud; certaines sont venues à Khartoum pour des raisons économiques ou pour d'autres raisons liées à la sécheresse et au déboisement dans diverses régions du pays. En l'état actuel des choses, malgré les efforts déployés actuellement pour encourager l'application de projets portant sur des activités rémunératrices, l'on ne peut dire que de réelles perspectives d'intégration économique et sociale s'offrent à cette population, laquelle souhaite donc ardemment la paix, qui lui permettrait de rentrer chez elle.

78. Il a été signalé au Rapporteur spécial que, dans le cadre d'un plus vaste projet d'urbanisation, le Gouvernement avait lancé un programme visant à réinstaller dans des camps tels que celui qui est décrit ci-dessus, qui offrent une meilleure infrastructure, les personnes déplacées dans leur propre pays et vivant dans des sortes de bidonvilles où les conditions sont extrêmement précaires. Selon des allégations formulées par divers organismes humanitaires, il semble que le programme de réinstallation fait appel à des méthodes souvent imposées *manu militari* avant qu'une autre forme de logement ne soit mise en place et que d'autres dispositions ne soient prises.

79. Le Rapporteur spécial s'est tout particulièrement inquiété de la situation extrêmement précaire, dans les camps ou dans les rues des villes, des femmes et des enfants déplacés. Les femmes manquent surtout de moyens adéquats permettant à elles-mêmes et à leurs enfants de survivre.

Bon nombre d'entre elles n'ont pas d'autres possibilités que de se livrer à des pratiques telles que la fabrication de bière (traditionnelle dans le sud, mais strictement interdite dans le nord en vertu de la loi de la charia) et la prostitution. Les femmes déplacées venues du nord qui sont accusées d'infractions de ce genre représentent jusqu'à 95 % de la population de la prison Omdurman à Khartoum. Un autre point alarmant à relever est l'emprisonnement de filles n'ayant guère plus de 10 ans, qui purgent des peines pour des infractions mineures, telles que le vol. L'équipe du Rapporteur spécial a examiné la situation juridique de ces femmes et de ces filles lors de la visite qu'elle a effectuée dans cette prison.

80. Des dizaines de milliers d'enfants et d'adolescents vivent dans les rues de Khartoum. Le Rapporteur spécial a été informé que bon nombre d'entre eux sont des jeunes filles de 12 à 16 ans prises au piège d'un réseau de prostitution d'enfants s'étendant sur l'ensemble du pays. En outre, un enfant non accompagné en train de faire des courses dans une rue peut être emmené sans que les parents ne soient avertis et placé pour des années dans un camp fermé géré par l'État. Un certain nombre d'ONG se sont efforcées de venir en aide aux enfants qui se trouvent dans une telle situation, mais il semblerait que les progrès soient lents du fait des restrictions imposées par les pouvoirs publics.

#### 4. Bombardement de la population civile

81. Le Rapporteur spécial a reçu de nombreux rapports indiquant que le Gouvernement soudanais avait intentionnellement pris pour cible des civils dans ses bombardements aériens. Entre mars et décembre 1998, quatre hôpitaux exploités par l'organisation norvégienne NPA (Norwegian People's Aid - Aide du peuple norvégien) auraient été bombardés une douzaine de fois. Cette organisation a signalé que le 5 mars son hôpital de Yei avait subi un bombardement qui avait fait 16 morts et 22 blessés. Deux autres bombardements avaient été effectués respectivement les 10 avril et 20 juillet; lors de ce dernier bombardement, deux personnes avaient été blessées. Le 9 août, l'hôpital Nimule avait été bombardé, puis le 23 août l'hôpital avait subi un nouveau bombardement. L'hôpital de Labone avait été bombardé le 10 septembre et celui de Nimule le 30 septembre (deux morts et trois blessés).

82. Entre septembre et décembre 1998, l'hôpital de Yei aurait été bombardé quatre fois, et l'on aurait compté au total sept morts (dont un enfant) et 40 blessés. L'hôpital de Chukudum a été bombardé le 7 décembre, mais les quatre bombes n'ont pas provoqué de dommages. Le 14 décembre, la ville de Narus a été frappée par 14 bombes. Six personnes auraient été tuées et 16 blessées. Entre le 24 et le 26 janvier 1999, la ville de Yei aurait été bombardée deux fois, et des bombes auraient explosé près de l'hôpital. Deux femmes et un enfant de quatre ans auraient été tués. Yei a été attaquée une nouvelle fois le 5 mars 1999, selon les témoignages par un seul avion qui aurait lâché 24 bombes. L'hôpital exploité par l'organisation NPA aurait été gravement endommagé et restera fermé pendant environ deux mois.

83. Des bombardements effectués sans discernement contre des cibles civiles se sont poursuivis jusqu'à tout récemment. En janvier 1999, à la suite d'un bombardement aérien effectué par un avion Antonov et de tirs d'artillerie, plusieurs villages du district de Menza, dans l'État du Nil bleu, auraient été détruits. L'on a pu constater que tel était le cas pour les villages de Abu Ghadaf, Abu Genger, El Azaza, Matongiya et Mokla. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial a reçu d'autres rapports faisant état de largage de bombes à la fin février sur les villes de Yei, Maridi, Narus, Chukudum, Ikotos et d'autres encore. Ces bombardements auraient coûté la vie à de nombreuses personnes.

## 5. Mines

84. Tant le Gouvernement soudanais, qui pourtant a signé le Traité d'interdiction des mines le 4 décembre 1997, que l'APLS continuent d'utiliser des mines terrestres, qui ont été installées autour de villes et de voies de communication dans le sud du Soudan.

85. À l'époque, la Department of Humanitarian Affairs (DHA) Mine Clearance and Policy Unit indiquait, dans un rapport sur la situation concernant les mines au Soudan (juillet 1997), que l'estimation la plus crédible du nombre de mines terrestres dans le pays était de l'ordre de 500 000 à 2 millions. L'on estimait par ailleurs dans le rapport du DHA que les mines terrestres causaient la mort ou le déplacement de nombreuses personnes au Soudan et que bien des régions étaient certes suffisamment sûres pour permettre le retour et le rapatriement des personnes déplacées dans leur propre pays mais restaient inhabitables en raison de la présence de mines terrestres.

86. La question a été examinée tant par le Gouvernement que par l'APLS dans le but de faire appliquer les normes internationales à cet égard. Des informations ont également été réunies au sujet du programme d'action concernant les mines appliqué pour le Soudan oriental dans le cadre de l'UNICEF/opération Survie au Soudan, qui sert d'appui à l'opération OSIL (Operation Save Innocent Lives Sudan - Opération sauver des vies innocentes au Soudan).

87. Depuis qu'elle a démarré en 1997, l'opération OSIL aurait localisé et détruit 216 mines antichars sur 236 miles de routes, 1 963 mines antipersonnel autour de villes et de villages libérés, 1 219 bombes à dispersion autour de la ville de Yei et des villages environnants et 19 521 munitions non explosées.

## 6. Type de violations et responsabilités

88. Sur la base de ce qui a été exposé ci-dessus, l'on peut résumer comme suit les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire qui sont commises dans le cadre du conflit :

a) attaques, incendies et pillages de villages dans le Soudan méridional habité principalement par le peuple dinka, au cours desquels sont tués sans discernement des civils innocents et sont détruits les moyens d'existence et l'économie de survie des villageois;

- b) viols et enlèvements de femmes et d'enfants, considérés comme butin de guerre et obligés à travailler de force ou tragiquement réduits en esclavage ou placés dans des conditions similaires; dans certains cas, les enfants en particulier sont emmenés dans des camps fermés;
- c) représailles contre la population civile non armée, à la suite d'attaques militaires;
- d) bombardements aériens systématiques de sites civils et humanitaires, tels qu'hôpitaux et camps de réfugiés;
- e) déplacements forcés de population consécutivement à des attaques armées mais également du fait de l'insécurité alimentaire, ce qui a souvent pour effet de séparer des enfants de leurs parents et de provoquer une lutte pour la nourriture et l'aide, peu abondantes;
- f) utilisation de mines terrestres;
- g) utilisation sur le front militaire d'enfants ou de jeunes soldats, qui souvent n'ont reçu qu'un minimum ou pas du tout de formation;
- h) contrôles de sécurité extrêmement stricts de la population, qui impliquent de sérieuses restrictions de la liberté de mouvement et d'expression;
- i) obstacles freinant l'accès aux populations civiles pour les personnes chargées de l'aide humanitaire et pour la fourniture de cette aide.

89. Comme cela a été clairement démontré, toutes les parties au conflit qui sévit au Soudan méridional appliquent des stratégies dont les conséquences pour la sécurité et le bien-être de la population civile sont tragiques. À des degrés divers, toutes se sont livrées à certaines ou à l'ensemble des violations susmentionnées ou en sont responsables :

le Gouvernement soudanais, directement ou indirectement, d'une part, en déployant ses forces populaires de défense (FPD) et/ou des moudjahidin qui, en tant que civils, ne sont pas liés par les accords de cessez-le-feu et, d'autre part, en appuyant et armant des chefs militaires ex-rebelles originaires des provinces du Sud tout en fomentant des luttes entre factions;

le courant principal de l'armée rebelle populaire de libération du Soudan, dont la stratégie et les actions ont eu des effets néfastes sur la population civile;

le seigneur de la guerre dinka Kerubino Kuanyin Bol, qui est largement responsable des incursions et attaques successives contre des civils et du déclenchement de la tragique succession d'événements survenus à Bahr-el-Ghazal, qui ont provoqué la plus grave crise que le monde ait connue depuis des années sur le plan humanitaire;

divers autres seigneurs de la guerre et chefs militaires ex-rebelles, alliés au Gouvernement et qui se livrent entre eux à une lutte d'influence pour la conquête du pouvoir, aux dépens de la population civile.

### C. Droits de la femme

90. La nouvelle Constitution contient des dispositions relatives aux droits égaux des femmes et des hommes. Toutefois, le Code pénal de 1991 est toujours en vigueur et, tant qu'il n'aura pas été abrogé ou modifié, les droits de la femme seront très sérieusement restreints. Ce code prévoit notamment comme peine des coups de fouet, et les femmes seraient particulièrement visées à cet égard; à noter que la peine est exécutée peu après la sentence. Il a été porté à la connaissance du Rapporteur spécial plusieurs cas de femmes enceintes, malades ou âgées auxquelles cette peine ou une autre a été infligée et qui, une année plus tard, doivent encore suivre un traitement médical.

91. En outre, la loi sur l'ordre public désavantage les femmes et prévoit des limitations concernant leur comportement en public et leur tenue vestimentaire. Aux termes de la loi sur les questions personnelles, une fille peut être mariée à l'âge de 10 ans sous réserve du consentement de son tuteur. Seul le mari peut engager une procédure de divorce et, pour une femme, l'adultère est punissable de la peine de mort.

92. Concernant le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire pendant le conflit, il est fait état de plusieurs exemples de la vulnérabilité des femmes au harcèlement et aux abus dans les villages du sud ou dans les camps.

93. Un groupe de femmes appartenant aux familles de 28 officiers de l'armée sommairement exécutés en 1990 pour avoir prétendument organisé un coup d'État ont également été la cible de harcèlement parce qu'elles avaient commémoré pacifiquement cet événement. Bon nombre d'entre elles ont été détenues à plusieurs reprises. Le 8 janvier 1999, le Gouvernement soudanais a annoncé l'adoption d'un nouveau code vestimentaire en vertu duquel les femmes sont tenues de porter des vêtements compatibles avec les valeurs de l'Islam. La police chargée du respect de l'ordre public devait veiller à son application. Des étudiantes qui portaient des pantalons ont été appréhendées par les forces de sécurité à l'intérieur d'un bus et condamnées à 15 coups de fouet. Pendant leur détention, elles ont également fait l'objet de harcèlement sexuel.

94. Beaucoup de femmes ont perdu leur mari pendant la guerre et nombreuses sont celles qui ont été séparées de leurs enfants, lesquels ont été enlevés lors d'attaques ou enrôlés de force. Dans certains cas, leurs enfants sont morts de faim ou elles ont dû les donner pour qu'ils puissent échapper à leur destin.

95. Le Rapporteur spécial a été très impressionné par le travail considérable et exemplaire effectué par le SNCTP (Comité national soudanais pour les pratiques traditionnelles), parrainé par le Gouvernement et officiellement créé en 1988 pour s'occuper de l'éradication des pratiques mettant en danger la santé des femmes et des enfants, parmi lesquelles figurent principalement la mutilation génitale des femmes. Dans sa forme extrême (infibulation), cette pratique touche 82 % des femmes soudanaises. Bien que généralement attribuée, à tort, à un décret religieux, elle a été légalement interdite au Soudan en 1946, mais la décision prise à cet égard n'a jamais été suivie d'application.



96. Le SNCTP travaille au niveau local et à l'échelle nationale ainsi que de concert avec des ONG et les milieux de l'enseignement pour susciter une plus large prise de conscience, modifier les mentalités et, enfin et surtout, pour lancer des projets générateurs de revenus à l'intention de ceux dont la pratique de la circoncision est le gagne-pain. La question de la mutilation génitale des femmes est débattue ouvertement dans les médias, et des changements positifs d'attitude et de comportement peuvent déjà être observés dans les communautés urbaines et rurales, où la résistance est particulièrement vive. Les femmes du Soudan méridional qui vivent dans des camps pour personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et qui, semble-t-il, ont adopté une telle pratique lorsqu'elles sont venues dans le nord du pays bénéficient également du travail ainsi accompli par le SNCTP. En outre, les idées défendues par le SNCTP et l'influence de ce comité gagnent du terrain dans les pays voisins où la pratique de la mutilation génitale des femmes est également endémique. Toutefois, un important appui financier est absolument nécessaire pour garantir la poursuite d'une application efficace du projet en question.

#### D. Droits de l'enfant

97. Au Soudan, les enfants constituent le groupe le plus vulnérable et la cible la plus facile pour tous les types de violations des droits de l'homme et de l'enfant. Ils sont les premiers à mourir ou à souffrir des effets de longue durée de la famine ou de la perturbation de la distribution alimentaire. À la suite de l'interdiction des vols destinés à acheminer les secours humanitaires à Bahr-el-Ghazal en février/mars 1998, le taux de malnutrition parmi les enfants de cinq ans ou moins a fait un bond de 50 %. Pendant la crise, un centre exploité par Médecins sans frontières dans la ville de Mapel enregistrerait chaque semaine la mort de trois enfants; la mère d'un enfant sur le point de mourir était elle-même trop mal nourrie pour produire du lait.

98. Des milliers, voire même des millions, d'enfants de la région du sud du pays ont été les principales victimes de la guerre brutale menée contre la population civile par des troupes tant gouvernementales que rebelles. De très nombreux enfants sont morts de famine, et beaucoup souffrent encore de malnutrition. À Bahr-el-Ghazal, un nombre inconnu d'enfants ont été enlevés lors de raids effectués par des moudjahidin, dans certains cas alors que ceux-ci escortaient le train roulant en direction de Wau. Dans les monts Nouba, des milliers d'enfants seraient retenus dans les villages dits de la paix, où ils feraient l'objet d'abus. Dans les camps pour personnes déplacées dans leur propre pays, des enfants sont souvent privés d'enseignement ou, si un enseignement leur est dispensé, c'est dans une langue qui leur est étrangère et ils n'ont pas la possibilité d'étudier dans leur langue maternelle. En outre, ils sont convertis de force à l'islam et, s'ils sont plus âgés, ils peuvent être recrutés dans les forces armées.

99. De nombreux enfants meurent ou sont abandonnés par leurs parents pendant la fuite. Plusieurs femmes déplacées arrivant à Wau en provenance du comté de Gogrial en juillet 1998 ont dû abandonner leurs enfants sur la route parce qu'ils étaient trop faibles pour continuer; d'autres ont vu leurs enfants mourir de faim. Nombreuses sont les femmes qui, après avoir vécu de telles expériences, souffrent, selon les témoignages, de problèmes psychologiques.

100. Selon les estimations, 4 000 à 5 000 enfants non accompagnés se trouvent dans des camps au Soudan méridional. À Wau, le Rapporteur spécial a été informé que le principal problème social auquel les organismes humanitaires doivent faire face est celui des familles monoparentales et du nombre croissant de familles ayant à leur tête des enfants qui s'occupent de frères et soeurs plus jeunes. Dans une situation totale de désorganisation, le système traditionnel de famille élargie, qui fonctionne normalement comme filet de sécurité, est en train de s'effondrer. À Wau, environ 16 000 enfants ont été donnés à des parents adoptifs, souvent par des mères seules qui ne pouvaient plus faire face à la situation étant donné la précarité de leur propre situation. Une campagne d'enregistrement des enfants non accompagnés a été lancée en novembre 1998 par le CICR en vue de les retrouver et de les ramener dans leur famille, qui peuvent se trouver dans un camp différent.

101. Les enfants et les femmes se trouvant dans des camps de personnes déplacées dans leur propre pays sont exposés à des abus sans frein. Selon des rumeurs persistantes, à Wau, après le couvre-feu, militaires, police et autres forces de sécurité se livrent à des saccages, et de nombreux cas de viol à l'intérieur des camps sont signalés. Quelques jours seulement avant la visite du Rapporteur spécial, une fillette de sept ans victime d'un viol a été conduite à l'hôpital pour être traitée.

102. Les garçons, les filles et les femmes sont les principales cibles des attaques notoires effectuées par des moudjahidin le long de la voie où passe le train militaire de ravitaillement; la question a été examinée plus en détail dans la section précédente. Pour que puissent être traités les problèmes particuliers que posent les enfants enlevés, l'UNICEF a inclus dans ses catégories d'enfants se trouvant dans des situations particulièrement difficiles les "enfants enlevés puis libérés" et les "enfants enlevés".

#### 1. Enrôlement forcé d'enfants

103. Le Rapporteur spécial a été informé de divers cas d'enrôlement forcé ou volontaire de mineurs dans les forces armées de l'un et l'autre camp. Le Gouvernement soudanais aurait réduit le nombre de jeunes enfants enrôlés dans l'armée, mais, selon certaines allégations, de jeunes étudiants auraient été enrôlés de force et envoyés au combat après n'avoir suivi qu'une brève période de formation. Il est également signalé que de jeunes garçons ont été incorporés dans les troupes de plusieurs factions rebelles dans le sud du pays. Dans certains cas, une telle pratique est mise sur le compte de la tradition, qui exerce une pression sur les jeunes garçons pour qu'ils deviennent soldats (guerriers) dès qu'ils atteignent leur majorité, en se soumettant à divers rites d'initiation. L'APLS a assuré le Rapporteur spécial qu'elle s'efforçait de persuader les enfants de rester dans leur famille, où ils reçoivent une éducation, mais elle a indiqué que, dans certains cas, des garçons qui ont perdu leur famille jugent intéressant de rejoindre les rangs des combattants, où ils trouvent nourriture et abri. Toutefois, ayant accepté et signé les règles fondamentales établies en 1994 dans le cadre de l'opération Survie au Soudan, de nombreuses factions du sud du pays sont tenues d'appliquer certains des principes énoncés dans les Conventions de Genève et dans la Convention sur les droits de l'enfant (art. 38); tel est notamment le cas en ce qui concerne l'engagement de s'abstenir d'enrôler des enfants n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans.

104. Le Rapporteur spécial a également reçu des informations selon lesquelles des enfants des rues ou des enfants errant font souvent l'objet de rafles de la part des autorités, qui les emmènent en camion puis les envoient dans des zones de combat après ne leur avoir donné qu'un minimum de formation militaire. C'est ainsi qu'un nombre relativement élevé de jeunes des régions méridionales seraient morts au combat. C'est quotidiennement que des enfants des rues seraient raflés au vu et au su de tout le monde, mais une interruption a cependant été constatée pendant la visite du Rapporteur spécial. À Juba, ce dernier a appris de source fiable que l'on avait vu arriver, en provenance du nord, des enfants de 11 à 12 ans faisant partie de contingents militaires.

105. Ces derniers mois, les autorités ont adopté une mesure visant à refuser de décerner des certificats de fin d'études secondaires aux jeunes garçons tant qu'ils ne se sont pas présentés pour le service militaire. Sans ce genre de certificat, il leur est impossible de poursuivre leurs études, et parfois ils ne peuvent trouver un emploi. En octobre 1998, le Gouvernement a fermé deux collèges dans le cadre d'une campagne de mobilisation. Cela a déclenché parmi la population une vague de protestations, qui ont été brutalement réprimées.

106. Les autorités ont annoncé une augmentation du nombre d'étudiantes inscrites dans les universités soudanaises. Selon les chiffres officiels, les étudiantes représentent désormais 62 % de l'ensemble de la population estudiantine. L'on pourrait estimer qu'il s'agit là d'une évolution positive pour les femmes, mais certains observateurs inclinent plutôt à penser que c'est le nombre d'immatriculations de garçons qui a diminué. Beaucoup d'entre eux préfèrent, paraît-il, renoncer à leur formation universitaire par crainte d'être enrôlés de force et de mourir peut-être au combat.

107. En 1992, dans le cadre de l'opération Survie au Soudan, a été lancé un programme favorisant le retour des enfants dans leur famille dans les régions contrôlées par le SSIM (Mouvement pour l'indépendance du Sud-Soudan) et en 1996, ce programme a été appliqué également aux régions contrôlées par le SPLM. En 1997, 1 801 mineurs au total avaient retrouvé leur famille. Cette même année, l'UNICEF a conclu un accord de principe avec le SPLM/A pour l'exécution, à l'intention d'officiers militaires, d'un programme de formation concernant les droits de l'enfant. En outre, un programme de démobilisation pour les mineurs a été lancé dans les zones contrôlées par le SSIM et le SPLM/A. L'on estime à 325 le nombre d'enfants qui ont ainsi été démobilisés. Pour être pleinement efficaces, les programmes en question devraient cependant être assortis de projets de réadaptation et de réinsertion comportant des volets psychologiques efficaces de type communautaire ou scolaire.

#### E. Autres cas signalés de violation des droits de l'homme

108. Pendant la période considérée, le Rapporteur spécial a reçu plusieurs communications faisant état de prétendues violations des droits de l'homme, qui venaient s'ajouter aux renseignements qu'il avait lui-même relevés lors de sa visite au Soudan. Les cas qui ont passé la première sélection ont été soumis au Gouvernement du Soudan pour qu'il les commente et, le cas échéant, pour qu'il prenne des mesures. La plupart des cas signalés concernaient

le nord du pays, fortement urbanisé. Afin de faciliter une intervention à la fois efficace et rapide, le Rapporteur spécial et le Gouvernement soudanais se sont mis d'accord sur la création d'un mécanisme de communication rapide.

### 1. Résumé analytique des cas personnels signalés aux autorités

109. Pendant sa mission, le Rapporteur spécial a soumis aux autorités du Gouvernement la liste des plaintes qu'il avait reçues en 1998 et en janvier 1999. Ces plaintes faisaient état de plusieurs cas de mort sous la torture et d'un grand nombre de cas d'exécutions extrajudiciaires et d'exécutions sommaires. Plus de 40 cas de torture ont été signalés pendant la période considérée. Une étude préliminaire a montré que la torture et les mauvais traitements étaient une pratique répandue et systématique. Quant aux détentions arbitraires, elles ont été très nombreuses mais n'ont pas toutes été rapportées.

### 2. Cas choisis

110. Le Rapporteur spécial souhaiterait mettre en lumière quelques cas révélateurs d'une tendance fâcheuse qui appelle une attention particulière. Les cas ne sont donc pas présentés dans l'ordre habituel, qui va de la violation la plus grave à la violation la moins grave; au lieu de cela, c'est l'importance politique qui est soulignée.

#### a) Détention arbitraire

111. Les défenseurs des droits de l'homme ont été les victimes d'arrestations et de détentions pendant l'année considérée. Ghazi Suleiman, éminent juriste et défenseur des droits de l'homme mais aussi ancien président de la Lawyers Alliance for Democracy a été arrêté le 20 janvier 1998. Deux heures plus tard, il a été jugé par un tribunal correctionnel qui l'a condamné à cinq mois d'emprisonnement et à une amende de 500 000 livres soudanaises. Un premier appel arguant du caractère illégal de cette arrestation a été rejeté. En revanche, son appel devant la Haute Cour a été couronné de succès et il a été libéré après seulement quelques jours de prison.

112. Deux femmes, Nafisa al Miliek et Samira Karar, parentes de deux des 28 officiers exécutés en 1990 à la suite d'un coup d'État manqué, ont été arrêtées le 22 janvier 1998 alors qu'elles s'apprêtaient à rejoindre d'autres familles pour aller célébrer le neuvième anniversaire de l'événement. Elles ont été accusées de détenir des documents séditieux et de troubler l'ordre public et ont été condamnées avec sursis à deux mois d'emprisonnement et à 100 000 livres soudanaises d'amende.

113. Le Rapporteur spécial a pu établir clairement que les arrestations et les détentions visaient certains membres de l'opposition, religieuse ou laïque. Les défenseurs des droits de l'homme au Soudan ont fait observer au Rapporteur spécial qu'en 1998 le nombre de détentions arbitraires avait été légèrement plus bas que les années précédentes mais que cette baisse était compensée par certaines arrestations de courte durée et par des formes plus subtiles de contrôle. Ces derniers mois, s'est développée une tendance à emprisonner brièvement les personnalités visées, parfois pendant un ou deux jours, mais à plusieurs reprises à quelques jours ou à quelques semaines d'intervalle. Cette pratique, psychologiquement éprouvante pour les victimes, a sur elles un effet intimidant.

114. Le 30 juin 1998, jour anniversaire de l'arrivée au pouvoir du présent Gouvernement, le Président Omar al Bashir a signé la nouvelle constitution du Soudan, adoptée par référendum. Le même jour, les autorités ont annoncé que plusieurs bombes avaient explosé à Khartoum la veille et le jour même, et que d'autres bombes avaient été désamorcées. Plusieurs vagues d'arrestations se sont ensuite succédé, dont certaines visaient des personnalités politiques qui essayaient de bénéficier des dispositions de la nouvelle constitution et d'exercer leurs libertés d'expression et de réunion, en faisant valoir que la nouvelle constitution annulait tous les décrets précédents et entraînait de facto la levée de toutes les interdictions.

115. Le 29 juin 1998, veille de la signature de la nouvelle constitution, Abdourrahman Abdallah Nougdallah, un des principaux chefs du parti d'opposition Oumma et ex-Ministre des affaires religieuses a été arrêté, prétendument en relation avec les explosions. Le 6 juillet, Sheikh Abdelmahmoud Abbou, Secrétaire général du Mouvement Ansar, principal soutien du parti Oumma, a lui aussi été arrêté en relation avec les explosions. Tous deux ont été relâchés sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux, le 12 octobre 1998. Le 29 juillet et le 1er août, le père Hillary Boma, le père Lino Sebit et 25 autres personnes ont aussi été arrêtés en relation avec les explosions.

116. Le 30 juin 1998 à 10 heures, 33 chefs politiques et syndicalistes ont été arrêtés, détenus et interrogés par les forces de sécurité jusqu'à deux heures du matin le lendemain, prétendument en relation avec les explosions de Khartoum. Ils ont été relâchés mais on leur a demandé de se présenter à nouveau au quartier général des forces de sécurité le lendemain. Ils ont de nouveau été détenus toute la journée et soumis au même traitement. Ils auraient été obligés de se présenter quotidiennement au siège des forces de sécurité pendant plusieurs semaines, jusqu'au mois d'août, où ils ont été relâchés sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux. Parmi eux figuraient les anciennes personnalités politiques suivantes : Adam Moussa Madiibo, ex-Ministre de l'énergie et des mines, Ali Hassa Tadj al-Din, ancien membre du Conseil du chef d'État, Fadallah Bourma Nassir, ex-Ministre de la défense, Abd al Mahmoud al Hadj Salih, ancien Ministre de la justice et Procureur général, Farouq Ismail, ex-Gouverneur de la région du centre, Al Fadel Adam, Sulaiman al Khaidir, Abd al Nagi Ahmed, ex-Gouverneur du Darfour et Hamed al Nil, chargé de cours à l'Université islamique.

117. Le 6 juillet 1998, tous les membres du Comité exécutif de l'Union générale de la Fédération des travailleurs soudanais, syndicat interdit, ont été arrêtés dans les bureaux du syndicat lors d'une réunion considérée comme légale aux termes de la nouvelle constitution.

118. La vague d'arrestations arbitraires a aussi frappé les chefs religieux chrétiens tout comme les chefs religieux musulmans. Au mois de mai, l'archevêque catholique Gabriel Zubeir aurait été détenu pendant plusieurs heures parce que les autorités souhaitent l'empêcher de participer à des pourparlers de paix à Nairobi. L'arrestation des prêtres catholiques, les pères Boma et Sebit, pourrait aussi s'expliquer de la même façon.

119. Les arrestations de chefs religieux musulmans se sont poursuivies tout au long de l'année 1998 et au début de l'année 1999. Cinq imams, à savoir Mudathir Mohamed Ismail et Mohamed Abdel Krim, tous deux membres du Parti islamique Safar el Hawamil, et les imams Rifa't, Khalil et Ali Sayeed, membres

du Parti de libération islamique, auraient été détenus pendant plus de six mois à la prison de Kober, pour avoir contesté l'autorité du docteur Hassan al Tourabi, chef du Front islamique national.

120. Adam Ahmed Yousif, Ali Alumda, Bashir Hamid et Mahdi Abdelrahman, chefs de la secte Ansar, qui, après une période de détention, avaient été libérés par un tribunal le 23 août 1998, ont de nouveau été arrêtés deux jours plus tard, le 25 août, ainsi que Mohamed el Mahdi, imam de la mosquée des Ansars à Omdurman, près de Khartoum.

121. En décembre 1998 et janvier 1999, plusieurs chefs musulmans ont été arrêtés. Mohamed Abdel Karim El Sheikh, imam de la mosquée Nour ed Dayim à El Shagara (Khartoum) a été emprisonné du 22 décembre 1998 au 1er janvier 1999 et de nouveau emprisonné le 3 janvier pendant deux jours. Il aurait reçu des menaces et on lui aurait demandé de renoncer à ses activités religieuses. Sheikh Abderrahman al Amin et Abdelrahman Mattar, chefs de la secte Ansar à Singa, province du Nil bleu, et membres du parti Oumma, ont été arrêtés le 7 janvier, à l'occasion de la cérémonie de commémoration organisée par la secte en souvenir d'une bataille passée.

122. Le 26 janvier 1999, plusieurs imams et membres de la secte Ansar ont été arrêtés à l'occasion des cérémonies d'anniversaire de la libération de Khartoum par El Mahdi et de l'indépendance du Soudan. L'Imam Sharif al Din et quelque 40 autres personnes ont été arrêtés par les forces de sécurité après la prière à la mosquée al Mahdi, à Omdurman, et plusieurs membres de la secte Ansar et des chefs du parti Oumma auraient été arrêtés dans d'autres quartiers de Wad Noubawi (Omdurman).

123. Les autorités soudanaises ont annoncé en février 1999 que 41 prisonniers politiques avaient été relâchés et qu'il ne restait désormais plus aucun prisonnier politique au Soudan. Le Rapporteur spécial s'est félicité de cette nouvelle mais regrette que le Gouvernement ne lui ait communiqué le nom d'aucune des personnes ayant bénéficié de ladite mesure. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial n'a pu obtenir le nom d'aucun prisonnier politique actuellement détenu, bien que d'après certaines sources, il y aurait encore des prisonniers de conscience et d'autres détenus politiques. Selon le Rapporteur spécial, certains détenus considérés ou décrits par le Gouvernement du Soudan comme des prisonniers de droit commun seraient en réalité des prisonniers politiques.

b) Procès militaire des 27 personnes originaires des provinces du sud accusées d'avoir participé aux explosions de Khartoum

124. À la suite de l'annonce des explosions de Khartoum, la télévision soudanaise a montré un homme qui a avoué y avoir participé et qui a accusé Abdourrahman Nougdallah et Sheikh Abdelmahmoud Abbou d'en être les organisateurs. Par la suite, cependant, les autorités ont semblé abandonner cette piste et rechercher les coupables des prétendues explosions parmi les membres d'un autre groupe. Le 29 juillet 1998, le père Lino Sebit, curé catholique de l'archidiocèse de Khartoum a été arrêté et placé en détention dans un endroit tenu secret. Le 1er août, le père Hillary Boma, 57 ans, recteur de l'archidiocèse de Khartoum, a été arrêté dans la cathédrale de Saint-Mathieu et emprisonné dans un centre de détention secret. Opposant connu

au Gouvernement, il avait déjà été interrogé par les forces de sécurité dans le passé. Il a subi de nombreux interrogatoires à propos des explosions, parfois sous la menace d'un pistolet appuyé contre sa tête. Dans les jours qui ont suivi, 25 autres personnes ont été arrêtées, toutes originaires des provinces du sud, et accusées d'avoir participé aux explosions. Le père Hillary a été accusé d'avoir recruté ces personnes et d'avoir organisé les explosions. Les 27 personnes ci-dessus sont toujours officiellement inculpées et attendent d'être jugées, en premier lieu par un tribunal militaire spécial. Vingt et une d'entre elles ont comparu devant ce tribunal le 5 octobre et ont rencontré leur avocat pour la première fois le 6 octobre. Elles ont toutes déclaré avoir été torturées et avoir avoué sous la contrainte.

125. Ces 21 personnes sont actuellement emprisonnées au quartier général de l'armée à Khartoum, les six autres faisant l'objet d'une procédure par contumace. Le Rapporteur spécial a obtenu des renseignements très précis quant à l'identité des trois membres du groupe qui seraient décédés en prison, sous la torture. Leurs dépouilles auraient été cachées. Grâce à la collaboration du Conseil consultatif aux droits de l'homme du Ministère de la justice, le Rapporteur spécial a pu interroger les 21 personnes restantes, toujours en attente de jugement.

126. Malgré les affirmations du Gouvernement selon lesquelles tous les prisonniers politiques du Soudan ont été libérés, cette affaire a toutes les apparences d'un procès politique. Les accusés sont originaires des provinces du sud, chrétiens pour la plupart, et le plus connu d'entre eux, le père Hillary Boma, est un opposant déclaré au régime.

127. Le procès a été entaché d'irrégularités et marqué par le non-respect des formes légales au moment de l'arrestation et pendant la détention. Tous les détenus interrogés par le Rapporteur spécial avaient subi des mauvais traitements et la plupart d'entre eux portaient les traces de sévères tortures, dont le Rapporteur spécial a pris des clichés. Ils sont passés en jugement devant un tribunal militaire sur la foi d'aveux obtenus sous la contrainte et de témoignages sur cassettes vidéo obtenus sous la menace d'une arme. Ils n'ont pu rencontrer l'avocat de leur choix que le 6 octobre 1998, c'est-à-dire plus de deux mois après leur arrestation et le deuxième jour de leur procès. Tous les détenus avaient passé un examen médical et avaient été déclarés aptes à passer en jugement. Le rapport médical ne faisant état d'aucune trace de torture ou de mauvais traitement malgré les accusations formulées par les plaignants devant le tribunal, aucune enquête n'a été ordonnée.

128. Au cours d'une réunion que le Rapporteur spécial a eue à la fin de son séjour à Khartoum avec le rapporteur du Conseil consultatif aux droits de l'homme, ce dernier lui a remis la position officielle du Gouvernement sur plusieurs questions relatives aux droits de l'homme. À propos de la torture, la position du Gouvernement était la suivante :

"Le Gouvernement a autorisé [le Rapporteur spécial] à interroger toutes les personnes qui auraient été torturées par des agents du Gouvernement. Le Gouvernement a en outre expliqué au Rapporteur spécial que de véritables voies de recours existaient dans le pays et que ces soi-disant victimes devraient déposer une plainte en bonne et due forme.

De plus, si les victimes ne sont pas satisfaites de la suite donnée à leur plainte, elles peuvent faire appel de ces décisions et saisir les plus hautes autorités judiciaires du pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de leur avocat. Elles ne peuvent pas non plus prétendre qu'elles n'engagent pas de procédure par crainte de représailles puisqu'elles se sont déjà plaintes d'avoir été torturées auprès du Rapporteur spécial. Sans compter qu'avant même qu'elles ne le fassent, leurs accusations avaient été largement rapportées dans la presse internationale. En outre, elles se sont déjà plaintes d'avoir été torturées devant le tribunal militaire de première instance, mais sur la foi d'examens médicaux, le tribunal a déclaré leur plainte irrecevable. En revanche, les accusés ont contesté la loi rétablissant le tribunal militaire (Armed Forces Act de 1986) devant le nouveau tribunal constitutionnel, qui a immédiatement suspendu le tribunal militaire. Ils auraient donc pu et peuvent encore - faire appel de la décision du tribunal militaire de première instance devant le tribunal constitutionnel. Mais ils refusent de le faire parce qu'ils ne sont pas en mesure d'apporter la moindre preuve sérieuse à l'appui de leurs allégations."

129. Le Soudan a signé mais n'a pas encore ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, il n'en est pas moins tenu par le droit des traités de ne pas en trahir les objectifs. Le Rapporteur spécial souhaiterait attirer l'attention du Gouvernement du Soudan sur l'article 13, qui se lit comme suit :

"Tout État partie assure à toute personne qui prétend avoir été soumise à la torture sur tout territoire sous sa juridiction le droit de porter plainte devant les autorités compétentes dudit État qui procéderont immédiatement et impartialement à l'examen de sa cause. Des mesures seront prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite."

130. De plus, la Convention contre la torture stipule en son article 15 "Tout État partie veille à ce que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne puisse être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture pour établir qu'une déclaration a été faite". En refusant de donner aux plaintes déposées par les plaignants la suite qu'elles méritent et en considérant comme preuves des aveux obtenus sous la torture, le Gouvernement soudanais va manifestement à l'encontre des objectifs de la Convention contre la torture.

131. Le procès a été suspendu le 6 janvier 1999 car la nouvelle constitution ne reconnaît pas au tribunal militaire le droit de juger des civils. En attendant, les conditions de détention des 21 accusés sont médiocres; deux groupes de 10 sont entassés dans deux petites cellules et un seul accusé, le père Hillary Boma, est détenu au secret depuis plusieurs mois. Les visites leur sont interdites ils ne sont pas soignés et il paraîtrait même qu'ils ont tout juste de quoi boire et manger.



132. Le Rapporteur spécial tient à ce qu'il soit pris acte que, sans la coopération du rapporteur du Conseil consultatif aux droits de l'homme, il n'aurait pu rencontrer tous les membres du groupe de détenus concernés par cette importante affaire.

133. Le Rapporteur spécial a fait part de ses préoccupations concernant les conditions d'emprisonnement des détenus au rapporteur du Conseil consultatif aux droits de l'homme, lequel a immédiatement demandé aux autorités compétentes que ces détenus soient transférés du quartier général de l'armée dans une prison, que leur ration alimentation soit améliorée, qu'ils soient suivis médicalement et qu'ils puissent recevoir des visites. Le Rapporteur spécial espère que les autorités soudanaises continueront à collaborer avec lui pour qu'il puisse suivre cette affaire de près.

c) Torture et exécutions extrajudiciaires

134. Tout ce qui précède montre qu'au Soudan la pratique de la torture a atteint un niveau alarmant. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial a pu vérifier, ou dans certains cas corroborer, des allégations de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a acquis la conviction que la torture est couramment pratiquée par les forces de sécurité dans la plupart des cas de détention. En outre, le Rapporteur spécial s'est rendu compte de la brutalité que devaient endurer les Soudanais originaires des provinces du sud lorsqu'ils étaient aux mains des forces de sécurité.

135. Comme indiqué ci-dessus, dans l'affaire Boma-Sebit, le Rapporteur spécial a pu obtenir l'identité de trois des membres manquants du groupe des 27 Soudanais originaires des provinces du sud, qui seraient morts sous la torture, à savoir Abdallah Shol, un Dinka d'environ 35 ans, Mohammed Issa, un Nubien de 33 ou 35 ans, et Galdino Sami Okenny, 48 ans. Les deux premiers seraient décédés le 3 juillet 1998 et le troisième le 2 août 1998. Comme les autres, ils avaient été attachés à un lit métallique et battus à coups de fouet, de tuyau en plastique et d'autres objets contondants.

136. Mohamed Abdesalam Babiker, étudiant de quatrième année en droit et membre du Front démocratique, aurait été arrêté le 4 août 1998 par des unités des Forces populaires de défense et des Forces pour la défense de la foi et de l'État. Il est mort sous la torture. L'autopsie effectuée sur son cadavre fait état d'une hémorragie cérébrale provoquée par des coups répétés sur la tête. Les agents de sécurité qui l'avaient arrêté ont été identifiés. Il s'agit de Ammar Bashari, Ramadan Moussa Dirar et Ammar Moubarak. La torture se serait déroulée sous l'autorité d'un officier du nom d'Adbelgaffar el-Sharif. Le Rapporteur spécial a demandé aux autorités soudanaises qu'elles ouvrent une enquête sur les allégations de harcèlement à l'encontre de la famille de Mohammed Abdesalam. Des officiers de la sécurité auraient rendu visite à cette famille à plusieurs reprises pour essayer de la persuader de retirer la plainte qu'elle avait déposée à la suite de la mort de l'étudiant. Dans une lettre en date du 15 janvier 1999, le Représentant permanent du Soudan auprès des Nations Unies, M. Ibrahim Mirghani, a communiqué au Rapporteur spécial des renseignements qu'il tenait du Conseil consultatif aux droits de l'homme. D'après ces renseignements, un cadavre identifié comme étant celui de Mohamed Abdesalam Babiker avait été découvert le 4 août 1998. À la suite de cette découverte et après enquête, une plainte pour meurtre avait été déposée

contre X conformément à l'article 130 du Code pénal soudanais de 1991. Cette lettre, en revanche, ne disait rien à propos du sujet de la requête du Rapporteur spécial, à savoir le harcèlement dont la famille Babiker faisait l'objet.

137. Mustafa Khalid al Taher, étudiant de 25 ans à l'Université Ahlia d'Omdurman et membre du Mouvement des forces nouvelles, a été arrêté le 12 novembre 1998, devant l'Université, et aurait été emmené dans un foyer à Abou Kadouk (Omdurman). Là, on l'a frappé à coups de pied, on lui a donné des décharges électriques, on lui a arraché les yeux avec du fil de fer, on lui a lacéré le visage avec une lame et on lui a tatoué un slogan sur le dos. Il aurait ensuite été relâché le soir même. Mohamed Ahmed el-Nour, 29 ans, et Muawia Boushra, 25 ans, tous deux étudiants à la faculté des ressources animales de l'Université de Juba, et tous deux membres du Front démocratique, ont été enlevés de force à l'Université, le 1er décembre 1998 dans l'après-midi, et auraient été conduits les yeux bandés dans un bâtiment de la l'Union des étudiants soudanais à al-Mourghan, où ils ont été frappés à coups de tuyau d'arrosage, de barre de fer et de crosse de fusil. Mohamed el Nour a aussi été brûlé dans le dos. Ils auraient tous deux été relâchés le lendemain.

138. Des dizaines d'étudiants auraient été arrêtés en 1998 et 1999. Ils ont souvent été maltraités ou torturés dans plusieurs endroits tenus secrets et relâchés le jour même. Ces arrestations et ces brèves détentions, accompagnées de mauvais traitements et de tortures auraient été le fait de milices d'étudiants proches du Front islamique national (NIF) :

Ismail Ibrahim Babiker, étudiant de 21 ans à l'université de Juba et membre du Front démocratique a été enlevé de force dans les bâtiments de la faculté, le 1er décembre 1998, à 16 heures, et conduit les yeux bandés dans les locaux de l'Union des étudiants soudanais à al-Mourghan, où il a été battu à coups de tuyau d'arrosage et de crosse de fusil. Il a été insulté et menacé de viol et de mort. Il a été relâché le lendemain.

Le 21 mars 1999, deux étudiants auraient été enlevés et torturés pendant plusieurs heures par la milice étudiante du NIF, sous la protection des forces de sécurité. Adam Issa Mohamed, étudiant en économie à l'Université islamique d'Omdurman et membre de la branche étudiante de la secte Ansar, aurait été enlevé par huit membres des forces de sécurité et de la milice étudiante alors qu'il se trouvait dans les locaux de l'université. Il aurait été emmené dans des locaux situés derrière la Mortgage Bank à Omdurman, où il a été torturé. On lui aurait arraché les ongles des orteils, on lui aurait rasé la moitié de la barbe, de la moustache et du crâne, et on lui aurait brûlé les cuisses en mettant le feu à un produit chimique avec lequel on les avait préalablement frictionnées. Il a été retrouvé inconscient dans la rue plus tard dans la journée.

Ahmed Izzeldeen, étudiant en droit à l'université islamique d'Omdurman et aussi membre de la branche étudiante d'Ansar, aurait été enlevé par 18 membres des forces de sécurité et de la milice étudiante, à 14 heures. Il aurait été emmené les yeux bandés vers une destination inconnue, selon lui à l'est d'Omdurman, dans le désert, où il aurait

subi des mauvais traitements et aurait été torturé. Il aurait été photographié nu, on lui aurait arraché les ongles des orteils, rasé la barbe et la moustache et la moitié du crâne, et on lui aurait brûlé les cuisses en mettant le feu à un produit chimique avec lequel on les avait préalablement frictionnées. Il aurait été abandonné inconscient à proximité d'une bouche d'égout dans le quartier de Kafoury (Khartoum-Nord).

139. Dans une autre affaire, le Rapporteur spécial a personnellement interrogé la victime, un militaire dont il ne souhaite pas révéler l'identité. Ce militaire a été arrêté par les services secrets de l'armée pour avoir égaré du matériel appartenant à l'un de ses collègues. Alors qu'il était interrogé dans une caserne, il a été torturé par l'officier qui l'avait arrêté et par 13 autres soldats quand il a voulu protester de son innocence. Il a été frappé à coups de pied et avec des cordes et brûlé à l'épaule avec un fer rouge. Dans la blessure ainsi provoquée, on lui a ensuite enfoncé une barre de fer. On lui a recouvert le dos de feuilles de nylon qu'on lui a ensuite plaquées sur la peau à l'aide du fer rouge.

140. Ces cas illustrent une pratique répandue qui s'est perpétuée malgré l'introduction de la nouvelle constitution. Cependant, d'après différentes sources à Khartoum, il semblerait que depuis quelques mois les membres de l'élite soudanaise aient été épargnés et que la plupart des victimes de la torture soient des activistes ordinaires ou des étudiants.

141. En septembre 1998, Mohammed Moustafa, Awad Ibrahim Awad, Mohamed Nourain, Mohamed Rostoum, Abdelrahim (seul nom dont on dispose) et Osama (seul nom dont on dispose) auraient été arrêtés par les forces de sécurité à Adaryeil et accusés de collaboration avec le SPLA et le Mossad israélien. Ils seraient ensuite morts sous la torture.

142. Le 1er septembre 1998, Hassan Hafiz Ibrahim, 73 ans, a été arrêté à Khartoum par une patrouille de sécurité pour vérification d'identité. Dans l'incapacité de produire les documents qu'on lui demandait, il a été frappé par les officiers de sécurité et il en est décédé.

143. Des victimes civiles tuées l'ont été pour la plupart lors d'attaques aveugles mais il est aussi arrivé qu'elles soient personnellement visées. Le 6 mars 1998, des troupes gouvernementales auraient tendu une embuscade à proximité des villages de Kadoro et de Locholo, dans le comté de Heiban dans les Monts Nouba. Ali Abdel Rahman, 36 ans, et sa femme Awatif, 29 ans, tous deux de la tribu des Layra, ont été tués sur la route entre les deux villages par des unités des Forces populaires de défense.

144. Simon Noah, coordonnateur d'un programme de droits de l'homme au Soudan pour le compte d'une organisation non gouvernementale "InterAfrica Group", a été tué après être tombé dans une embuscade tendue par les forces du Gouvernement, le 13 avril 1998.

d) Liberté de religion et de croyance. Persécution des non-musulmans

145. Fekki Kuku Hassan, un instituteur des monts du Nuba, a été arrêté pour le crime d'apostasie et est actuellement détenu à la prison d'Omdurman.

Ses parents étaient animistes et il a été converti à l'Islam lorsqu'il était à l'école. En mars 1998, sur dénonciation d'un voisin qui ne l'avait pas vu à la mosquée, il a été emmené au Centre de recherche sur la croyance islamique où il a été tenu au secret. Il est dans un état préoccupant et, selon un rapport médical daté du 2 septembre 1998, souffre de troubles cardiaques ainsi que d'une affection cérébrale, de sorte qu'il est urgent qu'il subisse une opération. Son défenseur a soumis son cas au Ministre de la justice en septembre 1998, mais il n'a pas obtenu de réponse. Il demande une hospitalisation d'urgence et un jugement sans délai ou un non-lieu.

146. Nasser Hassan Sulayman, né à Marawi dans le Soudan du Nord, converti à la religion chrétienne, a fait l'objet depuis 1992 de plusieurs arrestations arbitraires et a été placé plusieurs fois en détention, accompagnée de mauvais traitements et de torture. Les visites de sa famille ou d'un avocat ne lui ont pas été autorisées et il n'a jamais été présenté à un magistrat.

### 3. Visites des prisons

147. Au cours des visites des prisons soudanaises, le Rapporteur spécial s'est rendu compte du nombre élevé de détenus condamnés à mort. Dans la seule prison de Juba, il a dénombré parmi les 209 détenus 11 hommes et deux femmes qui attendaient de subir la peine capitale, une proportion trop importante selon lui.

148. De nombreux détenus et prisonniers qui ont été interrogés par le Rapporteur spécial n'avaient pas eu droit à une représentation légale adéquate et, dans certains cas, n'avaient fait l'objet que de jugements sommaires. À une réunion avec le Conseil d'assistance juridique du Ministre de la justice, le Rapporteur spécial a été informé des graves restrictions économiques auxquelles cet organe devait faire face, organe dont les activités sont actuellement limitées à Khartoum. Les personnes arrêtées dans d'autres parties du pays ne peuvent à présent bénéficier de l'assistance d'un conseil que si elles ont les moyens de le payer.

149. Un grand nombre de détenus de la prison de Kober ont affirmé qu'ils étaient détenus parce qu'ils n'étaient pas capables de payer le prix du sang. Après avoir été reconnus coupables de meurtre, ils ont été condamnés à payer des indemnités aux familles de leurs victimes. Comme ils n'étaient pas capables de rassembler la somme relativement importante, ils ont été envoyés en prison, où ils sont tenus de rester jusqu'à ce qu'eux-mêmes ou une tierce partie effectuent le paiement. Le non-paiement entraînait une peine de prison de durée indéterminée. Beaucoup d'entre eux affirmaient qu'ils étaient à Kober depuis sept ou huit ans.

150. Dans la prison pour femmes d'Omdurman, certaines détenues interrogées étaient des fillettes, dont les plus jeunes avaient 10 et 13 ans, qui avaient été condamnées à trois ans pour des infractions apparentées au vol. La fillette de 10 ans ne semblait pas savoir ce qu'étaient un avocat et un tribunal. Ces enfants auraient été placés à la prison d'Omdurman parce que la maison de redressement de Khartoum était surpeuplée, et n'avaient pas accès aux écoles. Le Rapporteur spécial regrette de n'avoir pu enquêter plus sur la question de la justice pour mineurs au Soudan.

151. La plupart des détenues de la prison d'Omdurman étaient des femmes en provenance du sud du Soudan déplacées à l'intérieur du territoire, accusées d'infractions mineures, telles que la distillation de l'alcool traditionnel, un acte illégal au Soudan du Nord. Pendant leur détention, de nombreuses femmes étaient séparées de leurs enfants qui étaient laissés sans surveillance dans des camps. Une femme qui était passible de la peine de mort pour avoir tué un homme affirmait qu'elle avait agi en légitime défense. L'homme aurait pénétré par effraction dans sa maison aux premières heures de la matinée alors que son mari était parti et qu'elle était seule avec son enfant. Pour des motifs humanitaires, le Rapporteur spécial a demandé que le Conseil consultatif pour les droits de l'homme suive attentivement cette affaire au cours de la procédure d'appel.

## VI. CONCLUSIONS

152. Le Rapporteur spécial a jugé encourageant le soutien des autorités soudanaises à sa mission et le dialogue franc et ouvert qui a été établi sur les questions des droits de l'homme. À cet égard, il est particulièrement reconnaissant au Gouvernement de son soutien et de son empressement à lui permettre de voyager dans les zones méridionales contrôlées par l'APLS.

153. Le Rapporteur spécial attache la plus haute importance à la volonté affirmée du Gouvernement d'établir bientôt la paix dans le pays et d'encourager la transition vers la démocratie. Ces deux objectifs ne sont pas seulement étroitement liés, ils doivent aller de pair avec la promotion et la protection des droits de l'homme. Bien que parfois critique à l'égard du Gouvernement, le présent rapport et ses conclusions doivent être compris à la lumière de ces objectifs, les aspirations de toutes les composantes de la société soudanaise devant être prises en compte. Le processus de paix en cours devrait aussi avoir pour objet de clarifier les questions fondamentales relatives aux droits de l'homme, telles que la relation entre l'État et la religion et la nature du cadre institutionnel au Soudan du Sud.

### A. Conclusions relatives à la Constitution et à la transition vers la démocratie

154. L'évolution probablement la plus importante sur les plans juridique et institutionnel au cours de la dernière année a été l'adoption de la nouvelle Constitution et l'enregistrement des partis politiques. En outre, selon de nombreux observateurs, cette évolution a eu lieu dans un contexte où une expression politique relativement plus grande est tolérée et les débats politiques sont plus nombreux. En particulier, les libertés de la presse sont plus grandes qu'au cours des dernières années, un débat politique animé ayant lieu dans les journaux.

155. Néanmoins, des lacunes ont été portées à l'attention du Rapporteur spécial au cours de sa mission. Premièrement, la nouvelle Constitution n'est pas le fruit d'un consensus politique entre les principaux partis politiques du pays et, en outre, la procédure qui a conduit à son adoption était très contestable. Sans vouloir préjuger de ces questions ni des motivations politiques sous-jacentes, le Rapporteur spécial estime que la déclaration des droits qui fait partie intégrante de la nouvelle Constitution devrait toutefois être interprétée comme une disposition positive, à condition qu'elle

soit accompagnée de mesures énergiques sur les plans juridique et politique, qui assurent que la transition d'un régime d'exception de facto vers un système plus ouvert et démocratique est fondée sur les règles de droit. La compatibilité entre la législation d'application à adopter et les instruments internationaux qui ont été ratifiés devrait être interprétée comme un signe de bonne volonté du Gouvernement. Dans ce contexte, l'indépendance de la magistrature constituera un élément d'importance capitale.

156. Il est regrettable que la période qui a suivi l'adoption de la Constitution ait été assombrie par la violation des libertés politiques et par la perpétration de violations des droits de l'homme telles que, entre autres, les brimades et/ou les arrestations arbitraires des défenseurs des droits de l'homme et des dirigeants politiques, religieux et étudiants. Trop souvent, la torture a été infligée aux victimes et on a procédé aux arrestations sans respecter la légalité. De l'avis du Rapporteur spécial, de telles violations dans les circonstances actuelles ne peuvent que miner la confiance dans les intentions du Gouvernement d'introduire de véritables réformes sur le plan juridique et aller à l'encontre d'autres progrès plus positifs, bien qu'encore fragiles, tels que la possibilité d'un débat politique ouvert en général et une plus grande liberté de la presse en particulier, que le Rapporteur spécial a accueillis avec satisfaction comme des signes positifs.

157. Des informations ont été communiquées au Rapporteur spécial indiquant que, dans le cadre de la législation d'exception adoptée au début des années 1990 et qui est encore en vigueur, des pouvoirs spéciaux ont été attribués à la branche exécutive, en dérogation aux normes des droits de l'homme. Ces pouvoirs accordent aux divers organes de sécurité un degré d'immunité qui équivaut à l'impunité. À la lumière de ce qui précède et sur la base des éléments de preuve confirmés dont il dispose, le Rapporteur spécial estime que les organes de sécurité sont directement responsables d'un nombre important de violations. En outre, leur présence généralisée et visible crée un climat de peur et d'intimidation destiné à exercer un contrôle sur la population. En ce qui concerne ces faits, le Rapporteur spécial a jugé particulièrement encourageant l'affirmation du Gouvernement selon laquelle la loi sur la sécurité ainsi que d'autres lois d'exception sont à présent en cours de révision conformément à la nouvelle Constitution. Le Rapporteur spécial est persuadé que la nouvelle législation garantira que le pouvoir exécutif et les divers organes de sécurité seront soumis au contrôle du pouvoir juridique.

158. En résumé, l'adoption d'une constitution ne constitue pas une panacée. Le Gouvernement soudanais acclame la nouvelle Constitution comme une étape importante vers la démocratisation et un respect accru des droits de l'homme. Un certain nombre d'incidents qui se sont produits en 1998, limitant les libertés et les droits fondamentaux, ont assombri les réalisations positives liées à l'adoption de la Constitution.

#### B. Respect des droits de l'homme et du droit humanitaire dans le conflit

159. La guerre prolongée au Soudan affecte principalement la population civile, dont la situation critique devrait être considérée comme l'un des sujets de préoccupation les plus importants en ce qui concerne les droits de l'homme auxquels la communauté internationale est confrontée. Bien que plutôt

peu intense, la guerre a des effets disproportionnés sur la population civile, en particulier les femmes et les enfants, qui deviennent les otages et/ou la cible des belligérants. Des éléments de preuve concordants et incontestés indiquent que la guerre se déroule au mépris des droits de l'homme et des principes du droit humanitaire, et que des violations sont perpétrées par toutes les parties, bien qu'à des degrés variables de responsabilité, la plus grande part étant imputable au Gouvernement. Dans différents milieux, on s'est aussi déclaré profondément préoccupé par le comportement de l'APLS et des dirigeants de faction, tels que Kerubino Kuanyin Bo et Paulino Matiep.

160. Le Rapporteur spécial rejette catégoriquement le point de vue, fréquemment exprimé, selon lequel "la guerre est la guerre" et "les droits de l'homme sont un sujet de préoccupation à aborder après le conflit". Au contraire, en tenant compte de la souffrance de la population et des incertitudes qui entourent la durée du processus de paix, le Rapporteur spécial est fermement convaincu que le respect des droits de l'homme et des principes du droit humanitaire au cours du conflit doit être considéré comme un élément fondamental de la stratégie de résolution du conflit.

161. Les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire par les parties au conflit ont eu de nombreuses conséquences tragiques sur le plan humain, telles que le déplacement forcé, les exécutions, le viol et l'enlèvement des femmes et des enfants, et l'esclavage. La famine qui a été responsable de la mort de centaines de milliers de personnes en 1988, a été provoquée et exacerbée par une longue suite d'actes reposant sur des violations des droits de l'homme et des violences qui sont décrits dans le chapitre V du présent rapport. Au cours de la visite du Rapporteur spécial dans la zone, celui-ci a été soulagé d'apprendre que la situation s'était nettement améliorée, essentiellement grâce aux efforts intensifs des agences de l'ONU et des ONG travaillant dans le cadre de l'opération Survie au Soudan, dont les travaux ont aussi été facilités par une suite de cessez-le-feu partiels. En outre, le Gouvernement a permis un accès plus étendu et plus aisé aux populations dans le besoin. Toutefois, la situation reste extrêmement fragile parce que plusieurs années de guerre ont miné l'infrastructure sociale et économique, en créant les conditions préalables aux famines cycliques et à des conditions de santé précaires. Au cours de la mission, il a été constaté avec une vive inquiétude que la répétition des violations des droits de l'homme pourrait mettre en danger l'état de sécurité et miner la stabilité actuelle.

162. Le Rapporteur spécial a néanmoins jugé encourageants les initiatives et les progrès suivants relatifs à la promotion du respect des droits de l'homme et du droit humanitaire au cours du conflit, à l'établissement de la paix à divers niveaux, à l'amélioration de l'aide humanitaire, au développement national après le conflit et à l'établissement de la confiance :

Les formidables travaux humanitaires entrepris, dans des conditions souvent défavorables, par l'opération Survie au Soudan, et en particulier sa démarche créative et active en vue d'assurer le respect des principes humanitaires;

Les deux accords signés à Rome le 18 novembre 1998 entre le Gouvernement soudanais, l'APLS et l'ONU qui garantissent la sécurité du personnel des organismes de secours et la mise à disposition de couloirs de sécurité pour le transport des secours humanitaires dans les zones en guerre au Soudan du Sud;

Les travaux acharnés des agences de l'ONU et des ONG en vue de protéger et d'aider les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes, les personnes déplacées à l'intérieur du territoire et les réfugiés;

L'initiative du CICR en vue de favoriser une plus grande prise de conscience des principes du droit humanitaire et de fournir la formation correspondante aux deux parties au conflit;

Les diverses initiatives entreprises dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement en vue de favoriser un vaste dialogue sur le développement humain durable au Soudan et, en collaboration avec d'autres partenaires de l'ONU, de préciser les mesures nécessaires pour renforcer et maintenir la viabilité du pays après le conflit;

et en particulier les initiatives et les progrès suivants, orientés vers la paix :

La prolongation jusqu'au 15 avril 1999 du cessez-le-feu dans le Bahr-el-Ghazal, qui a été signée le 13 janvier 1999 par les deux parties au conflit et dont il faut encore prolonger la durée et étendre le champ d'application;

La Conférence pour la paix et la réconciliation entre les populations Dinka et Nuer sur la rive occidentale du Nil, qui s'est tenue du 27 février au 8 mars 1999 dans la région de Bahr-el-Ghazal contrôlée par l'APLS, et qui a adopté un pacte marquant la fin de plus de sept années de conflit entre ces populations et instaurant un cessez-le-feu permanent avec effet immédiat. Cette avancée aura très certainement des répercussions au niveau national ainsi qu'un effet positif marquant sur le processus de paix entamé par l'IGAD. Le Rapporteur spécial a eu le privilège d'assister aux préparatifs de la Conférence; le nouveau Conseil soudanais des Églises a fait en sorte qu'il puisse être présent;

À Nairobi, le Rapporteur spécial a jugé encourageante sa réunion avec les femmes soudanaises de diverses ethnies, religions et obédiences politiques qui, dans leurs organisations respectives et grâce à la mise en oeuvre de différents projets les impliquant et leur donnant du pouvoir à la base, apportent leur contribution précieuse en vue d'atteindre l'objectif commun d'établissement et de consolidation de la paix au Soudan.

#### C. Situation des droits de l'homme en général

163. Tandis que des progrès positifs ont été réalisés au cours de la dernière année, comme en témoigne le chapitre V, la situation des droits de l'homme telle qu'elle a été décrite dans la résolution 1998/67 de la Commission



des droits de l'homme est encore la même. Sur la base de toutes les informations qui ont été obtenues, notamment celles qui l'ont été de première main, il est évident que les graves violations qui sont décrites dans les précédents rapports du Rapporteur spécial continuent d'être commises. Ces violations comprennent des exécutions sommaires, des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires, la détention sans garanties d'une procédure régulière, le déplacement des personnes, la torture systématique et la restriction ou le déni des libertés de religion, d'expression, d'association et de rassemblement pacifique. Le Rapporteur spécial voudrait particulièrement insister sur l'existence des nombreux cas de torture, et notamment des cas de décès sous la torture, qui ont été signalés l'année dernière; sur les arrestations et détentions arbitraires sans garanties d'une procédure régulière; et sur le contrôle et l'intimidation en général de la population par les organes de sécurité.

#### D. Esclavage

164. Le Rapporteur spécial est fermement convaincu qu'il y a suffisamment d'informations cohérentes et crédibles pour affirmer qu'un système d'esclavage existe au Soudan. Ce problème, dû à la rivalité traditionnelle entre les tribus pour l'acquisition des maigres ressources, est ancien. Le Rapporteur spécial a été informé que, par le passé, on a résolu ou atténué ce problème en faisant appel à des mécanismes traditionnels et coutumiers.

165. Actuellement, le problème de l'esclavage est exacerbé par des stratégies de guerre visant à contrôler le territoire. Dans la région de Bahr-el-Ghazal, où la plupart des cas ont été signalés, le problème est partiellement lié au train d'approvisionnement qui roule lentement vers le Sud en direction de la ville de Wau. La nécessité de protéger ce train alors qu'il traverse le territoire qui est aux mains de l'APLS a conduit le Gouvernement soudanais à permettre aux milices et aux unités locales des Forces populaires de défense (FPD) d'escorter le train. En échange, les milices sont autorisées à se livrer à des rafles dans les villages voisins et à garder le butin des pillages en guise de paiement. Les rafles sont très violentes, et les milices et le FPD se livrent à des exécutions, à des viols et à des enlèvements de femmes et d'enfants.

166. Les femmes et les enfants ainsi enlevés sont gardés jusqu'au paiement d'une rançon ou sont maintenus dans des conditions qui équivalent à l'esclavage. En outre, ils sont souvent obligés de se convertir à l'Islam.

167. Le Gouvernement soudanais doit honorer les obligations que lui impose le droit international et protéger tous les citoyens contre les violations de leurs droits fondamentaux. La libération de l'esclavage est un droit non susceptible de dérogation et l'esclavage est prohibé par de nombreux instruments internationaux auxquels le Soudan est partie, en particulier les Conventions relatives à l'esclavage de 1926 et de 1956, les Conventions Nos 29 et 105 de l'OIT et la Convention relative aux droits de l'enfant.

#### E. Présence sur le terrain

168. Au cours de sa mission, le Rapporteur spécial a reçu des demandes réitérées de la part de groupes de la société civile, des ONG et des agences nationales, qui souhaitent une présence au Soudan en matière de droits de l'homme, conformément à des résolutions antérieures de la Commission.

La question a fait l'objet d'un débat avec le Gouvernement qui s'oppose fermement à la proposition et serait seulement d'accord pour accepter une "présence sur le terrain très limitée" disposant d'une aide financière limitée pour les projets de coopération technique. Malgré la position actuelle du Gouvernement, le Rapporteur spécial est fermement convaincu des avantages qu'aurait une présence sur le terrain en matière de droits de l'homme aussi bien pour le Gouvernement que pour la population soudanaise. Il estime que la collaboration dont il a pu bénéficier au cours de sa mission pourrait être renforcée par une présence permanente.

169. Le Rapporteur spécial est persuadé que, malgré la situation de guerre, le Gouvernement soudanais a les moyens politiques, juridiques et pratiques d'améliorer radicalement la situation en ce qui concerne les droits de l'homme. Une telle amélioration aura sans aucun doute aussi un effet positif sur l'image du Soudan et accroîtra ses chances d'une plus grande interaction avec la communauté internationale.

170. À ce sujet, le Rapporteur spécial est convaincu que les efforts communs pour la promotion et la protection des droits de l'homme devraient aussi comprendre l'identification des problèmes qui doivent être résolus et/ou prévenus. À cet égard, une présence permanente pourrait contribuer au développement d'une culture de coopération internationale et aider à surmonter la tendance actuelle qui consiste à nier l'existence des problèmes.

#### VII. RECOMMANDATIONS

171. À la lumière du présent rapport et des conclusions susmentionnées, le Rapporteur spécial souhaite formuler les recommandations suivantes.

##### A. Constitution et transition vers la démocratie

172. Le Gouvernement doit adopter les mesures juridiques, politiques et administratives nécessaires en vue d'assurer la transition d'un régime d'exception vers un système politique fondé sur les règles de droit, notamment les mesures suivantes :

Les instruments d'exception antérieurs accordant des pouvoirs spéciaux au pouvoir exécutif doivent être abrogés, et les restrictions des droits politiques doivent être levées en conséquence;

La Constitution doit être amendée ou interprétée de manière à être en totale conformité avec les instruments internationaux des droits de l'homme auxquels le Soudan est partie, et le respect des dispositions de ces instruments doit pouvoir être contrôlé par la justice;

L'indépendance du pouvoir judiciaire doit être assurée, et celui-ci doit être renforcé;

Le rôle, la fonction et les méthodes des agences de renseignement et de sécurité de l'État doivent être révisés conformément aux exigences d'une société démocratique afin d'assurer leur contrôle par le pouvoir judiciaire;

Les exécutions extrajudiciaires, la torture et les autres formes de mauvais traitements, et les arrestations arbitraires doivent cesser immédiatement, tandis que les agents responsables de ces activités doivent être poursuivis et les victimes doivent être indemnisées;

La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants doit être ratifiée;

Le Gouvernement doit autoriser la visite des prisons et des autres lieux de détention par une organisation internationale compétente. L'Ensemble de règles minima de l'ONU pour le traitement des détenus doit être appliqué et une attention particulière doit être accordée aux femmes emprisonnées et aux enfants privés de leur liberté. Dans la mesure où la peine de mort continue d'être appliquée, les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort doivent être observées.

173. La communauté internationale doit apporter son soutien total aux mesures prises par le Gouvernement et la société civile qui visent à effectuer une transition véritable vers une société démocratique et pluraliste.

B. Respect des droits de l'homme et du droit humanitaire  
au cours du conflit armé

174. Le Gouvernement, l'APLS et tous les autres groupes armés qui sont impliqués dans le conflit armé doivent se conformer complètement aux normes établies dans les Conventions de Genève et dans les instruments internationaux des droits de l'homme qui sont applicables.

175. Le Rapporteur spécial recommande en particulier que :

a) Toutes les parties doivent faire en sorte que les populations civiles, en particulier les femmes et les enfants, ne soient pas la cible d'opérations militaires. Les opérations suivantes, menées par des groupes armés réguliers ou irréguliers soutenus par ces parties, doivent être interdites, et les transgresseurs doivent être punis :

- i) Rafles, incendies et pillage, et attaques physiques de la population, y compris la destruction de ses moyens d'existence et de son économie de survie;
- ii) Représailles envers la population non armée en réponse aux attaques militaires;
- iii) Déplacements forcés des populations et restrictions arbitraires ou discriminatoires de la liberté de mouvement;
- iv) Recrutement de soldats mineurs;
- v) Entraves de l'accès à la population civile des travailleurs de l'aide humanitaire et de l'acheminement de l'aide;

- vi) Utilisation de mines antipersonnel; les autres mines terrestres doivent être reportées sur des cartes et ne pas affecter les couloirs utilisés pour l'assistance humanitaire.
- b) Le Gouvernement :
  - i) Doit faire en sorte que les rafles par les murahallin et les autres milices à l'encontre de la population civile soient interdites et que les auteurs d'actes violant les droits national et international soient punis;
  - ii) Doit cesser les bombardements aériens de civils et de sites humanitaires, tels que les hôpitaux;
  - iii) Doit prendre toutes les mesures possibles, en vue de mettre fin aux pratiques esclavagistes, pour empêcher la perpétration de rafles dans les villages, d'exécutions de civils et de viols et d'enlèvements de femmes et d'enfants. Le Gouvernement soudanais doit, entre autres :
    - a. Cesser de soutenir les milices ou assurer leur intégration dans les forces régulières, où elles devront recevoir une formation de base sur le respect du droit humanitaire et les règles minima de conduite en temps de guerre;
    - b. Interdire les rafles de civils et punir les auteurs des actes qui violent le droit humanitaire international et les droits de l'homme;
    - c. Encourager et soutenir les activités à la base visant à libérer les femmes et les enfants qui ont été enlevés, et assurer la coopération de la communauté internationale dans ces activités;
    - d. Établir un mécanisme utilisé en commun par le Soudan et la communauté internationale en vue de retrouver les femmes et les enfants qui ont été enlevés, d'assurer leur réunion avec leurs familles, et de leur donner un travail rémunéré afin de réduire leur vulnérabilité et d'empêcher tout autre asservissement;
    - e. Permettre qu'une enquête soit menée sur les causes de l'esclavage afin d'établir la vérité et d'assurer l'éradication de ce problème. Les organisations nationales et internationales et les agences spécialisées pourront y participer et mettre à disposition leurs ressources et leur expérience.
- c) L'APLS doit :
  - i) Honorer les accords entre le MLPS et l'Opération Survie au Soudan sur les règles fondamentales, en particulier en assurant le libre passage de l'assistance humanitaire vers les populations dans le besoin;

ii) Restreindre l'actuel droit militaire élargi sur la population civile.

d) Dans le cadre du processus de paix, la communauté internationale doit promouvoir des actions telles que les accords du Comité technique pour les affaires humanitaires qui ont été conclus à Rome en novembre 1998 en vue d'améliorer le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire au cours du conflit.

e) Afin de contribuer à la paix et conformément aux normes internationales, les parties doivent prendre des mesures de démobilisation des jeunes soldats. Il faut favoriser l'élaboration par les agences de l'ONU et les ONG de projets, soutenus par la communauté internationale, en vue de faciliter leur réintégration.

#### C. Prévention de la torture

176. Afin de prévenir la torture, le Gouvernement doit prendre les mesures suivantes :

Faire en sorte que les détenus ne soient placés que dans des lieux officiellement reconnus comme lieux de détention et que leurs noms et leurs lieux de détention figurent dans des registres qui sont facilement accessibles aux personnes que cela concerne, notamment la famille et les amis. Les détenus doivent aussi pouvoir bénéficier de l'aide immédiate d'un conseil juridique;

Faire en sorte que l'enseignement et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie intégrante de la formation du personnel civil ou militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes qui peuvent intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de tout individu arrêté, détenu ou emprisonné de quelque façon que ce soit;

Faire en sorte que l'enquête soit rapide et impartiale lorsqu'une personne prétend avoir été soumise à la torture;

Faire en sorte que la victime d'un acte de torture obtienne réparation et ait droit à un procès équitable et à une indemnisation adéquate, y compris les moyens nécessaires à sa réadaptation la plus complète possible;

Faire en sorte que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été obtenue par la torture ne puisse être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure, si ce n'est contre la personne accusée de torture pour établir qu'une déclaration a été faite;

Écarter de leur fonction tous les responsables de l'application des lois dont il a été découvert qu'ils ont commis des actes de torture, et ouvrir une procédure pénale contre eux.

177. Dans les procès en cours (voir les paragraphes 124 à 133), les aveux obtenus par la torture doivent être déclarés irrecevables et une enquête impartiale doit être effectuée afin que les auteurs des violations répondent de leurs actes.

D. Présence sur le terrain en matière de droits de l'homme

178. Le Gouvernement soudanais doit envisager d'accepter une présence de l'ONU sur le terrain en matière de droits de l'homme.

-----